

ATTAQUE CONTRE DES CAMIONNEURS ALGÉRIENS À GAO

Un acte « criminel » et de « banditisme », selon les premières indications

P2



Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro

Lundi 11 juillet 2022 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°5584 - 19^e année

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE L'A AFFIRMÉ À BENJAMIN STORA

Pour la vérité sur les 132 ans de colonisation française

► Mohamed-Antar Daoud relève une volonté commune de consolider les relations algéro-françaises

LIRE EN PAGE 3

LA CHERTÉ DES MOUTONS COMME SEUL COUAC



L'Aïd El-Adha post-Covid dans la convivialité

P4

ABDERRAHMANE BENBOUZID



« Pas d'inquiétude, la situation épidémiologique est stable »

P4

ELLE A ÉTÉ TRANSFORMÉE EN JARDIN DE DÉTENTE ET DE LOISIRS

Fini la décharge publique d'Oued Smar

P5

CARNET SPORTIF

ÉQUIPE NATIONALE



Delort aura-t-il plus de chances pour s'imposer comme titulaire ?

► Djahid Zefizef 29^e président de la FAF

P7

ATTAQUE CONTRE DES CAMIONNEURS ALGÉRIENS À GAO

Un acte « criminel » et de « banditisme », selon les premières indications

L'attaque contre des camionneurs algériens à Gao, au Mali, a été attribuée par des habitants de cette ville aux bandes criminelles qui activent dans la région, a indiqué samedi un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger.

Selon la même source, cet acte criminel, non revendiqué, qui a fait trois blessés, dont un grièvement, a été commis par un groupe armé composé de quatre individus circulant à motos. Le communiqué du ministère ajoute que les trois blessés ont été évacués sur l'hôpital de Gao, où ils ont été pris en charge. Un est déjà sorti de l'hôpital alors que les deux autres sont maintenus sous contrôle médical. Aucun pronostic vital n'est engagé, a fait savoir le ministère, se référant aux informations disponibles. "L'ambassade d'Algérie à Bamako suit de près la situation de ces ressortissants", a souligné le communiqué qui a précisé les circonstances de cette attaque : elle a eu lieu aux abords de la ville de Gao, à deux heures du matin dans la nuit du 8 juillet, dans un campement utilisé par les camionneurs pour se reposer. « Les assaillants avaient réclamé de l'argent. N'ayant pas obtenu gain de cause, ils ont recouru à l'utilisation de leurs armes à feu, des kalachnikovs selon les camionneurs », selon la même source. C'est donc un acte de banditisme. L'information a d'ailleurs été présentée comme un fait divers par plusieurs médias locaux. Le communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger a fait savoir que « le convoi est composé de sept camions avec sept chauffeurs engagés par une société algérienne dans des activités de transport de marchandises entre les deux pays ». Au Mali, les observateurs ont noté la multiplication des braquages à main armée dans le Nord, notamment à Gao. Il est évident qu'il existe



une volonté de maintenir cette zone frontalière avec l'Algérie, dans un climat de terreur en y instaurant l'insécurité et la peur pour empêcher tout retour à une vie normale, une vie sereine, propice à l'activité économique et commerciale. L'attaque contre les camionneurs algériens sert les intérêts des forces hostiles à l'Algérie, qui voient mal le regain d'activité des opérateurs algériens en Afrique et plus particulièrement dans les pays limitrophes et proches. Le développement économique et social dans les pays du Sahel, notamment au Mali, et spécialement dans sa région nord, est le principal remède aux situations de tensions entretenues par la connexion des réseaux mafieux, drogue, trafic d'armes, passeurs de migrants irréguliers, terrorisme... Toutefois, il est très probable que cet événement tragique survenu à Gao, dont ont été victimes des Algériens transporteurs de marchandises, pousse les autres transporteurs et, plus généralement, les opérateurs économiques à s'abstenir de toute activité dans la région. Il ne fait pas de doute que les autorités maliennes feront tout pour sécuriser cette région. Certes, l'activité terroriste qui se poursuit crée un environnement

favorable au banditisme, mais les perspectives s'annoncent plutôt favorables à un retour à la stabilité au Mali. Il y a quelques jours, le 61e sommet ordinaire des pays membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (Cédéao), tenu dans la capitale ghanéenne Accra, a décidé de lever les sanctions économiques et financières imposées au Mali, au lendemain de l'annonce par les autorités de transition maliennes d'un nouveau calendrier électoral. Les hauts responsables algériens ont eu à réaffirmer à plusieurs reprises que toute atteinte aux intérêts, à la sécurité et la stabilité du Mali touche, dans le même temps, les intérêts, la sécurité et la stabilité de l'Algérie. Au début de cette année, le Président Abdelmadjid Tebboune a affirmé au ministre malien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Abdoulaye Diop, porteur d'un message du Président de la transition au Mali, Assimi Goïta, « la disponibilité permanente de l'Algérie d'accompagner les frères maliens dans le rétablissement de la sécurité et la paix et le soutien du processus démocratique »

M'hamed Rebah

POUR UNE AFRIQUE INTÉGRÉE, PROSPÈRE ET PACIFIQUE

L'UA célèbre le 20^e anniversaire de sa création

L'Union africaine (UA) célèbre, depuis ce samedi, le 20^e anniversaire du sommet de Durban, en Afrique du Sud, qui a vu la création de cette institution panafricaine pour prendre le relais de l'Organisation de l'unité africaine (OUA, 1963-1999).

En mai 1963, 32 chefs des États africains qui avaient accédé à l'indépendance s'étaient rencontrés à Addis Abeba, en Éthiopie à l'effet de signer la Charte portant création de la première institution continentale africaine, l'OUA. Celle-ci était la manifestation de la vision panafricaine d'une Afrique unie, libre et en pleine possession de sa propre destinée et cela a été consacré solennellement dans la Charte de l'OUA dans laquelle les pères fondateurs avaient reconnu que la liberté, l'égalité, la justice et la dignité étaient les objectifs essentiels en vue de la réalisation des aspirations légitimes des peuples africains. Le 9 septembre 1999, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA ont signé la « Déclaration de Syrte » qui appelait de tous ses vœux la

création d'une Union africaine, envisageant l'accélération du processus d'intégration continentale qui permettra à l'Afrique de jouer le rôle légitime qui est le sien dans l'économie mondiale. Ainsi, l'Union africaine (UA) a été officiellement créée en juillet 2002 à Durban, en Afrique du Sud, suite à une décision prise en septembre 1999 par l'organisation pionnière, l'OUA de mettre en place une nouvelle organisation continentale à l'effet de consolider ses acquis. Son premier président était le Sud-Africain Thabo Mbeki, précédemment président de l'OUA. Actuellement, l'UA est présidée par le chef de l'Etat sénégalais, Macky Sall. Et son siège est à Addis Abeba, capitale de l'Éthiopie. L'UA a poursuivi, depuis sa création, deux objectifs majeurs, à savoir instaurer la stabilité et renforcer les économies africaines. Durant ses 20 ans d'existence, l'organisation a été au cœur des politiques africaines, mobilisant les ressources et adoptant des cadres de développement tournés vers l'avenir, comme l'Agenda

2063, l'Accord de Libre-échange Continental Africain (ZLECAF) et l'Agence de développement de l'UA (NEPAD). Face à la multiplication des conflits, un Conseil de paix et de sécurité (CPS) a été créé et des mécanismes de dialogue et de prévention ont été adoptés sans parler des opérations de soutien de la paix. Malgré de nombreuses réalisations sur le continent, les défis d'avenir sont grands. Ils sont d'ordre sécuritaire, épidémiologique et économique. L'instabilité politique sévit toujours en Afrique de l'Ouest et dans la Corne de l'Afrique, le terrorisme est présent au Sahel, le rêve de l'intégration économique est encore lointain et la pandémie de Covid-19 menace toujours l'Afrique. L'Afrique a besoin de plus de ressources. Et pour y parvenir, elle doit éradiquer le terrorisme, maîtriser sa croissance démographique, et surtout rendre opérationnelle la ZLECAF pour stimuler la croissance économique et transformer les perspectives de développement du continent, a-t-on estimé. Les activités de l'UA

sont mises en œuvre par le biais de plusieurs organes de décision principaux dont la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement, Conseil exécutif, Comité des représentants permanents (COREP), les Comités techniques spécialisés (CTS), le Conseil de paix et de sécurité (CPS) et la Commission de l'Union africaine. La structure de l'UA fait la promotion de la participation des citoyens africains et de la société civile à travers le Parlement panafricain et le Conseil économique, social et culturel (ECO-SOCC) de l'Union africaine. Les Communautés économiques régionales (CER) et le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs font aussi partie des organes qui constituent la structure de l'UA. Pour s'assurer de la réalisation de ses objectifs et de la vision panafricaine d'une Afrique intégrée, prospère et pacifique", l'Agenda 2063 a été mis au point au titre d'un cadre stratégique en vue d'une transformation socioéconomique et intégrative de l'Afrique.

R. N.

LA DIRECTRICE À L'INSTITUT CULTUREL BRÉSIL-COLOMBIE À PROPOS DU CARNAGE DE MÉLILLA « Le Maroc continue d'utiliser les migrants africains comme monnaie d'échange »

La tragédie survenue le 24 juin dernier, à Melilla, lorsqu'au moins 23 migrants africains ont été brutalement tués par la police marocaine alors qu'ils tentaient d'entrer dans l'enclave espagnole, confirme que ces migrants continuent d'être utilisés comme « monnaie d'échange » entre le Maroc et l'Espagne au détriment du respect des droits de l'homme en général et de ceux des migrants en particulier, et aussi du parachèvement de la décolonisation du Sahara occidental occupé selon une contribution publiée sur le journal colombien El-Espectador.

Sous le titre : "Répudiation du massacre de Melilla", Beatriz Miranda Córtes, professeure et directrice à l'institut culturel Brésil-Colombie, est revenue sur le drame qu'a vécu Melilla lorsque la police marocaine a eu recours à un usage violent et disproportionné de la force contre environ 2 000 migrants qui tentaient d'entrer dans l'enclave espagnole depuis le Maroc, et ce juste "trois mois après que Rabat et Madrid aient renoué leurs relations". L'auteur de l'article tient à préciser dans ce sens que les frontières entre le Maroc et l'Espagne étaient fermées en 2020 à cause de la pandémie de COVID-19 et en 2021 à cause des tensions politiques qui existaient entre les deux pays, liées notamment au respect de Madrid du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, comme le stipule le droit international, avant que le premier ministre Pedro Sanchez s'alligne sur la position de l'occupant marocain. Elle rappelle aussi que le Royaume du Maroc utilisait la question migratoire "en ouvrant les frontières aux migrants vers l'enclave de Ceuta" pour faire pression sur l'Espagne, afin de soutenir sa proposition concernant le conflit au Sahara occidental.

Cédant au chantage marocain, le chef du gouvernement espagnol, Pedro Sanchez, a annoncé, le 14 mars 2022, son soutien au soi-disant "plan d'autonomie" marocain concernant le Sahara occidental, ce qui est, souligne le journal, "contraire aux résolutions de l'ONU et au principe d'autodétermination du peuple sahraoui". Mme Miranda Córtes rappelle, dans ce contexte, que le revirement du gouvernement espagnol vis-à-vis de la question sahraouie "a provoqué des mécontentements au sein de la coalition gouvernementale et du Parlement en Espagne et mis en évidence qu'il y a eu une décision unilatérale de Sanchez non seulement pour ne pas avoir consulté le Parlement mais aussi parce qu'il a opéré un grand changement dans la politique étrangère espagnole".

Et d'ajouter dans ce sens : "Lorsque l'on analyse les matrices de ce revirement (du Maroc), il semble exister un accord tacite, selon lequel le Maroc établit un contrôle de cette frontière, "enclave espagnole dans le territoire africain qui est le seul point d'entrée terrestre à l'Union européenne (UE) depuis ce continent où des milliers d'Africains entrent chaque année pour fuir les conflits armés, les maladies et les conditions de vie, avec l'espoir d'obtenir le statut de réfugiés". Revenant dans son article sur le conflit dans la dernière colonie d'Afrique, l'auteur estime que "la dramatique situation du peuple sahraoui s'est produite à cause de différentes stratégies géopolitiques qui ne prennent pas en compte les normes et les droits internationaux et les résolutions de l'ONU » dont, particulièrement celles relatives à la tenue du référendum d'autodétermination et le droit des peuples colonisés à disposer d'eux même". Et de conclure : "Il semble que les migrants africains continuent d'être une monnaie d'échange des grands intérêts. Comme a bien dit (le sociologue portugais) Bonaventura de Sousa Santos : « Pour décoloniser le pouvoir, il faut décoloniser le savoir » ».

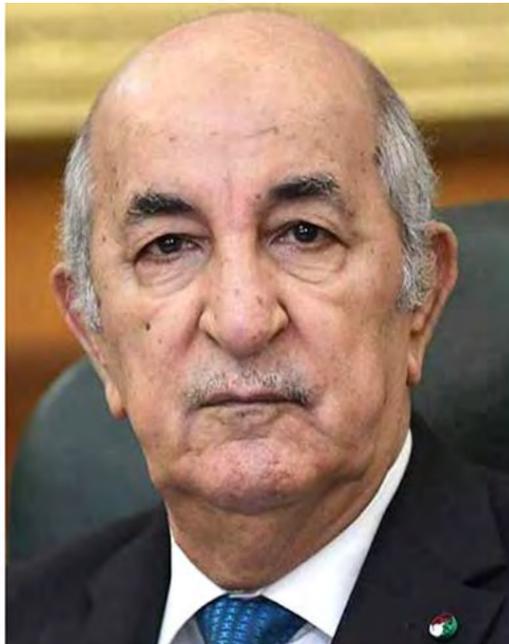
R. I.

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE L'A FAIT SAVOIR À BENJAMIN STORA

L'Algérie exige la vérité sur les 132 ans de colonisation française

Dans sa dernière livraison, le site d'information *lefigaro.fr*, a indiqué que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a proposé un travail de mémoire sur toute la colonisation française, soit de 1830 jusqu'à 1962.

Le journal français a affirmé que le président de la République algérien a fait cette proposition lors d'un entretien avec l'historien Benjamin Stora, qui avait remis à Emmanuel Macron en 2021, un rapport très critiqué dans notre pays sur la mémoire de la colonisation française. Il faut préciser, dans ce cadre, que l'Algérie a toujours plaidé pour une écriture de l'histoire de la colonisation, sans partie pris et surtout objective et non viciée par les manipulations politiciennes, surtout celles émanant des groupes d'extrême droite et de nostalgiques de l'OAS et des harkis qui continuent de parasiter les tentatives de rapprochement entre l'Algérie et la France et surtout de celles visant à écrire une histoire partagée, qui satisferait les deux parties. Il faut souligner, dans ce cadre, que c'est une réponse claire au chef de l'État français qui manifeste une volonté d'ouvrir une nouvelle page dans les relations entre l'Algérie et la France mais qui se refuse toujours, concernant sa politique mémorielle, à préconiser ni excuses ni



repentance, ce qui est critiqué en Algérie en raison de la nature abjecte du colonialisme et de ses crimes contre l'humanité.

L'historien Benjamin Stora, qui estime qu'il y a un changement de ton dans les discussions entre Alger et Paris, affirme toutefois qu'un grand travail de mémoire doit être fait pour ouvrir une nouvelle page assumée par les deux pays et surtout qui garantirait des relations de respect pour un avenir meilleur pour les deux peuples. Le Président Tebboune lui avait expliqué, lors de l'entretien, qu'il lui avait accordé «l'importance majeure d'un travail de mémoire sur toute la période de la colonisation», au-delà de

la seule guerre d'Algérie (1954-1962), un avis qu'il partage d'ailleurs.

«La guerre de conquête a été très longue et très meurtrière. Elle a duré pratiquement un demi-siècle», de 1830 à 1871, rappelle Benjamin Stora. Elle a été marquée par une «dépossession foncière et identitaire» - «lorsque les gens perdaient leur terre, ils perdaient leur nom» - et par la mise en place d'une «colonie de peuplement», avec au final un million d'Européens sur neuf millions d'habitants », a-t-il précisé.

Toutefois, et au-delà de la volonté affichée par le président Macron, la démarche française reste prisonnière de luttes

qui traversent la classe politique depuis les dernières législatives qui ont secrété une assemblée nationale où le parti du président français n'est plus majoritaire. Il devra composer avec les deux extrêmes, gauche et droite, d'où sa marge de manœuvre très réduite quand il s'agit d'évoquer le dossier de la mémoire et la guerre d'Algérie. L'Algérie a exprimé sa volonté d'ouvrir une nouvelle page dans les relations entre les deux pays, une page libérée du poids du passé douloureux, mais empreinte de respect. Reste à la France de montrer que sa démarche est en phase avec la volonté exprimée par Macron.

Slimane B.

GAZ ALGÉRIEN VENDU À LA FRANCE

Sonatrach fixe le prix applicable jusqu'à 2024

Comme annoncé au début de ce mois par Toufik Hakkar, PDG du Groupe, la compagnie nationale des hydrocarbures Sonatrach a signé à Alger avec le groupe énergétique français ENGIE, un accord pour la révision des prix du gaz naturel exporté par l'Algérie vers la France. L'accord qui concerne le contrat d'achat et de vente de gaz naturel, à travers le Medgaz, liant les deux groupes depuis 2011 a permis de «définir le prix de vente contractuel applicable sur une période de trois ans, allant jusqu'à 2024, pour prendre en compte les conditions de marché», a fait savoir la compagnie nationale. À cette occasion, Sonatrach et ENGIE ont confirmé leur «intention d'étendre leur partenariat sur le gaz naturel liquéfié (GNL) et le gaz naturel». Sonatrach va ainsi renforcer sa part dans le portefeuille d'approvisionnement d'ENGIE, permettant aux deux groupes de poursuivre leur diversification et de contribuer à la sécurité énergétique des clients européens. «Fort de leur partenariat historique autour du gaz, les deux parties se sont également engagées à travailler ensemble en vue de réduire leur empreinte carbone et d'évaluer de nouvelles opportunités, en particulier sur le développement de l'hydrogène», a-t-on souligné de même source. Aucune indication n'a été donnée par le communiqué de Sonatrach sur le sens de la révision du prix de vente du gaz convenu avec son partenaire ENGIE, mais, il y a

quelques jours, lors d'une conférence de presse, organisée à l'issue de la présentation du bilan de Sonatrach de l'année 2021 et les cinq premiers mois de 2022, Toufik Hakkar a évoqué l'augmentation des prix mondiaux du gaz. Il a cité l'accord récemment acté avec le Groupe italien ENI, «d'autres accords sont en cours de négociation avec deux partenaires, d'autant que lors du dernier trimestre, les prix du gaz ont augmenté sur le marché Spot», a expliqué le PDG de Sonatrach. «La révision des prix se fait avec l'ensemble des partenaires de Sonatrach sans tenir compte de la nature du partenaire. Les négociations sont très avancées», a-t-il précisé. La crise ukrainienne et les sanctions contre la Russie ont créé un risque de rupture de l'approvisionnement des pays européens en gaz russe, d'où une recherche de nouveaux fournisseurs pour faire face à cette situation. Ainsi, Sonatrach a reçu des demandes émanant de pays d'Europe de l'Est qui «sont à l'étude actuellement». Les spécialistes ont fait remarquer que ENGIE, qui avait supprimé les achats de gaz américain de ses programmes pour satisfaire les écologistes, a dû signer avec des pays européens comme la Pologne et la Bulgarie un accord de livraison de ce même gaz. Cela ne suffira pas à remplacer le gaz russe. Les dirigeants des pays européens en sont convaincus, d'où leur penchant pour la sobriété énergétique. TotalEnergies, EDF et ENGIE ont

appelé les Français à un effort collectif, immédiat et massif pour «réduire immédiatement» leur consommation de carburant, pétrole, électricité et gaz face au risque de pénurie et de flambée des prix qui menace «la cohésion sociale» l'hiver prochain. Sur RTL, la ministre française de la Transition énergétique, Agnès Pannier-Runacher, vient de demander aux entreprises privées «de réduire leur consommation d'énergie». Comment? «En contrôlant le chauffage, en pilotant la climatisation. Elle ne doit pas être déclenchée en dessous de 26 degrés. C'est simple à appliquer et c'est des économies d'énergie immédiates». Mais est-ce que cela règlera le problème du risque de pénurie face aux besoins croissants en gaz ? Elle a assuré que l'Etat préparait «tous les scénarios de risque de pénurie» d'énergie pour cet hiver que ce soit en électricité, en gaz ou en carburant. Un des scénarios de riposte pourrait être le recours au charbon. Tous, parmi les dirigeants européens, ferment les yeux sur le retour à cette énergie polluante pourtant bannie dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques. Mais pour préserver l'économie de la récession et les citoyens de l'inconfort, il ne semble pas y avoir d'autre voie, pour l'Europe, que celle qui va dans le sens contraire aux engagements pris pour lutter contre les changements climatiques.

M'hamed Rebah

MOHAMED-ANTAR DAOUD ÉVOQUE LA CONSOLIDATION DES RELATIONS ALGÉRO-FRANÇAISES

« Les présidents Tebboune et Macron ont la volonté politique »

L'ambassadeur d'Algérie en France, Mohamed-Antar Daoud, a relevé la volonté politique du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et de son homologue français, Emmanuel Macron, d'œuvrer à la consolidation des relations algéro-françaises, lors d'une cérémonie organisée, vendredi à Paris, à l'occasion de la célébration du 60e anniversaire de l'indépendance de l'Algérie, indique un communiqué de l'ambassade d'Algérie en France.

À cette occasion, l'ambassadeur Mohamed-Antar Daoud a relevé dans son allocution «la volonté politique et l'engagement des deux chefs d'Etat, MM. Abdelmadjid Tebboune et Emmanuel Macron, à œuvrer à la consolidation des relations algéro-françaises et à leur insuffler une dynamique nouvelle, suivant une vision rénovée, pleinement respectueuse des souverainetés et de l'équilibre des intérêts», souligne le communiqué. Par ailleurs, le diplomate a tenu à rappeler «le sacrifice et le don de soi, consentis courageusement par les générations successives depuis la colonisation et par les dignes enfants de l'Algérie ayant répondu à l'appel du 1er novembre 1954». Évoquant ensuite «le très lourd passif du système colonial», l'Ambassadeur a mis en exergue «la détermination du peuple algérien qui n'a jamais cessé de porter haut l'étendard de la liberté, en dépit des moyens colossaux déployés pour étouffer tout mouvement de résistance», ajoute le communiqué de l'ambassade d'Algérie en France. Dans ce contexte, il n'a pas manqué de souligner l'importance accordée par l'État au dossier de la mémoire et l'attachement envers son capital historique, qui ne sauraient souffrir d'amnésie ou de remise en cause des souffrances, injustices et autres exactions subies par le peuple algérien», d'après le communiqué.

La cérémonie de commémoration du soixantenaire de l'Indépendance de l'Algérie, célébré sous le slogan «Glorieuse Histoire et nouvelle ère», a eu lieu au pavillon Royal à Paris en présence de représentants des autorités françaises, d'élus, et députés, de membres du corps diplomatique accrédité en France, de représentants du mouvement associatif, d'amis de la révolution algérienne et d'anciens moudjahidines de la Fédération de France du FLN, précise la même source.

«Au-delà de la portée historique de cette date hautement symbolique du 5 juillet, cet événement organisé par l'ambassade d'Algérie en France a été mis à profit pour illustrer la diversité culturelle de l'Algérie et les traditions vestimentaires et culinaires de son peuple», conclut le communiqué.

R. N./APS

HORMIS LA CHERTÉ DES MOUTONS

L'Aïd El-Adha loin du Covid et retour à la convivialité

La célébration de l'Aïd El-Adha s'est déroulée dans de bonnes conditions et une ambiance conviviale, surtout qu'elle s'est tenue sans les mesures de restriction et de distanciation physique, qu'a imposée la pandémie sanitaire du covid 19...



PH: DR

Il est à déplorer seulement, l'impact des prix élevés des prix du mouton imposé par les spéculateurs et les acteurs de l'informel; ayant privé des milliers de familles à le fêter notamment avec le rituel du sacrifice. Imprégnée des valeurs de la solidarité et du partage, dans les wilayas du centre, où des associations, les autorités locales, des familles et des organisations de la société civile ont veillé à apporter de la joie au sein des familles nécessiteuses, c'est le cas à Chlef, Tizi-Ouzou et Djelfa, ou des actions de solidarité ont été initiées au profit des démunis et des orphelins. Ainsi dans plusieurs localités de la wilaya de Chlef, des

familles ont célébré "Arafa", une tradition ancestrale de partage pour collecter des dons au profit des nécessiteux, un repas est aussi servi à l'occasion et les dons sont équitablement partagés sur les familles à faible revenu, dans la wilaya de Tizi-Ouzou, plusieurs associations et comités de villages organisent la tradition de Thimechret générale - un veau, est sacrifié et sa viande partagée en parts égales est distribué à l'ensemble des familles, afin que chacun puisse fêter l'Aïd dignement et dans la joie. En outre, Le mouvement associatif se met aussi de la partie, en collectant des dons en viande,

dénrées alimentaires, fruits et légumes, vêtements et jouets, lesquels sont ensuite remis aux nécessiteux. Par ailleurs, à Boumerdès et Blida, des familles se sont rassemblées pour effectuer ensemble dans leurs quartiers et cités, le sacrifice du mouton, une tradition qui s'était éclipsée en raison de la pandémie de la Covid-19, le retour de cette tradition a été observé au niveau des cités Palestine, 800 logements, Istiklal de la ville de Boumerdès, à Blida, les habitants de nombreux quartiers à l'instar de ceux de la commune de Ouled Yaïch, ont tenu à faire revivre cette tradition qui rapproche les voisins et met un terme aux

querelles et désaccords. De plus concernant les permanences du premier jour de l'Aïd, elles ont été largement respectées ont affirmé les directions du commerce de Tizi-Ouzou, Blida et Chlef.

Enfin, à noter que des visites aux enfants malades, à qui des jouets ont été remis, ont été également, organisées à travers les wilayas du centre, à l'instar de Djelfa, Seul point noir au tableau en ce premier jour de l'Aïd dans la wilaya de Tizi-ouzzou, le manque de transport de voyageurs, notamment par bus, vers certaines destinations.

A. Mounir

ABDERRAHMANE BENBOUZID

« Pas d'inquiétude, la situation épidémiologique est stable »

« La situation épidémiologique est stable et ne suscite pas d'inquiétude », mais le personnel médical demeure mobilisé et prêt à parer à toute éventualité, soulignant que le personnel médical a acquis une riche expérience dans la Lutte contre la propagation du Covid-19, a affirmé Abderrahmane Benbouzid, le ministre de la Santé, dans une déclaration à la presse samedi, à Tipasa. Par ailleurs, dix-huit nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19) et 16 guérisons ont été enregistrés, alors qu'aucun décès n'a été déploré ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué le ministère de la Santé dans un communiqué. Dans le cadre de sa visite à travers trois établissements hospitaliers à Tipasa en signe de solidarité avec le personnel médical de garde durant l'Aïd El-Adha. De plus, après

s'être recueilli à la mémoire des victimes de cette pandémie, y compris les personnels du secteur de la Santé, le ministre a indiqué que « l'Algérie a su, grâce aux nombreuses mesures et dispositions prises, freiner relativement la propagation de ce virus et à en atténuer l'impact par rapport aux autres pays, dont les pays développés ». Et d'ajouter « oui, il y a certains points négatifs et des lacunes, et nous œuvrons, de manière périodique, à les éliminer », notamment à travers ces visites, ainsi que les rencontres et les réunions hebdomadaires tenues avec les directeurs de la Santé. De surcroît le ministre a fait état, en outre, d'une réflexion, à travers la wilaya de Tipasa, d'inclure le dossier des unités de transport d'aide médicale urgente dans les ateliers et

la promotion du secteur de la Santé, il a insisté, dans ce sens, sur le souci d'ériger les acquis réalisés par la wilaya de Tipasa dans ce domaine en modèle, notamment les dossiers de la numérisation et la réalisation d'une unité de transport d'aide médicale urgente "SAMU42", outre la reconversion d'un certain nombre d'établissements de proximité en services d'urgences à même d'accueillir les patients pour une période de trois jours sous surveillance médicale.

Enfin, pour rappeler, le ministre a saisi cette occasion pour adresser ses vœux aux personnels médical et paramédical de garde à l'occasion de l'Aïd Al-Adha, et ce, au niveau de l'EPH de l'établissement spécialisé mère-enfant et du service d'aide médicale urgente (SAMU 42) à Tipasa.

A. Mounir

DISPONIBILITÉ DE L'EAU À ALGER ET TIPAZA DURANT L'AÏD «Les résultats sont satisfaisants», selon la SEAAL

Le dispositif spécial visant à éviter les perturbations en alimentation en eau potable dans les wilayas d'Alger et de Tipasa, durant l'Aïd El-Adha, a donné des résultats "très satisfaisants", a indiqué hier, la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL) dans un communiqué. Malgré une forte consommation dès les premières heures de la journée et des rejets très chargés vers les réseaux d'assainissement, le dispositif spécial annoncé et mis en place par la SEAAL à l'occasion de l'Aïd El-Adha, a donné des résultats très satisfaisants en terme d'alimentation en eau potable et gestion des infrastructures d'assainissement", est-il noté dans le communiqué. La stratégie globale d'alimentation en eau potable, durant la fête de l'Aïd El-Adha, s'est caractérisée par une production globale de 1.100.000 m³/jour pour Alger et de 216.000 m³/jour pour Tipaza, avec un remplissage optimal des réservoirs de l'ordre de 1.000.000 m³, et ce, pour faire face au fort tirage enregistré durant l'Aïd et qui a dépassé le double de la consommation habituelle d'un foyer, précise la même source. Lors de la première journée de l'Aïd, la distribution de l'eau a été entamée à 4h du matin, avec un pic de consommation enregistré à partir de 7h30 jusqu'à 12h, souligne encore la SEAAL. "Le suivi de la production et de la distribution se faisait en temps réel depuis le Centre de télé contrôle où une cellule centrale composée de cadres supérieurs et d'ingénieurs était installée pour superviser toutes les opérations, en se basant sur les données techniques transmises par nos stations de production, nos ouvrages de stockage et des capteurs de pression, ainsi que les demandes clients reçues au Centre d'appel téléphonique opérationnel 1594 et sur les réseaux sociaux", explique le communiqué. Cette organisation "rigoureuse" a permis de mobiliser les équipes opérationnelles pour anticiper et opérer des manœuvres de vannes, afin de renforcer l'alimentation en eau potable des étages supérieurs de certains quartiers qui ont enregistré une légère baisse de pression (Chemin des Crêtes et Boudjemaa Tammim- Draria, Cité Ain Allah Dely Brahim, Cité 420 logements- El Achour, Zhun Ain El Malha- Gué de Constantine et 500 logements Attatba..). "Cette situation s'est rapidement stabilisée après l'intervention de nos équipes techniques", assure la SEAAL. La gestion "optimale" du programme de distribution mis en place cette année s'est confirmée par la baisse significative du nombre d'appels reçus et traités via le Centre d'appel téléphonique opérationnel "1594" (-15% par rapport à 2021 et -65% comparativement à 2020). En outre, des interventions sur le réseau d'assainissement et postes de relevage ont été opérées par les équipes opérationnelles, afin d'éviter d'éventuels débordements des eaux usées sur la voie publique dans certains quartiers (Charbonnier- Birkhadem, Sidi Abad- Tassala El Merdja..), selon le communiqué de la SEAAL.

R.S.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

5 décès et 96 blessés au 1^{er} jour de l'Aïd

Neuf personnes sont décédées et 533 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus durant les dernières 72 heures à travers plusieurs wilayas du pays, a indiqué hier, un bilan de la Protection civile. Les mêmes services ont enregistré, au 1er

jour de l'Aïd El-Adha, 5 décès et 96 blessés dans des accidents survenus dans les wilayas de Boumerdès (2 décès dans 2 accidents distincts), Alger, Oran et Aïn Defla. Le bilan de la Protection civile fait état également, durant les dernières 72 heures, le décès de 4 personnes par noya-

de, trois dans la mer au niveau des wilayas de Mostaganem et Alger, alors que la quatrième personne est décédée dans une retenue collinaire dans la wilaya d'Aïn Defla. Par ailleurs, l'intervention du dispositif mis en place par la Protection civile dans le cadre de la lutte contre les incen-

dies de forêt et récolte, a permis l'extinction de 91 incendies du couvert végétal ayant causé des pertes estimées à 4 hectares de forêt, 21 hectares de broussailles, 4 hectares de blé, 2 hectares d'orge, 282 arbres fruitiers, 2747 bottes de foin et 95 palmiers.

R.S.

ELLE A ÉTÉ TRANSFORMÉE EN JARDIN DE DÉTENTE ET DE LOISIRS

Fini la décharge publique d'Oued Smar

Pour la réhabiliter en pôle environnemental au moyen de technologies modernes, la décharge publique d'Oued Smar, à l'est d'Alger, a été transformée en jardin public de détente et de loisirs sur une superficie de 45 hectares. Les mordus de ces espaces à la recherche d'air libre et détente devront attendre encore pour en profiter.

Le chef de département de l'élimination des décharges anarchiques à l'Agence nationale des déchets (AND), Chakib Rouabah a affirmé, à l'APS, que "la décharge réhabilitée à Oued S'mar est un projet environnemental et les déchets étant exploités, valorisés et seront convertis en énergie nécessaire à l'activité humaine et son environnement. « En attendant son ouverture aux visiteurs après le parachèvement des procédures nécessaires », selon le responsable, l'utilisation des technologies de pointe a permis de transformer cette décharge, longtemps sources d'inquiétudes pour les riverains et même les milliers de passagers sur les routes à proximité, d'autant plus que le responsable avait rappelé que cet espace « recevait depuis 1978 toutes sortes de déchets ». Sa transformation en un jardin florissant, comprenant des arbres sur une superficie de 20 hectares, il a été aussi question de plus de 11 hectares couverts de gazon naturel et 9 hectares réservés à la promenade des piétons ». Afin d'assurer le confort des visi-



Ph: DR

teurs, le parc a été pourvu, selon la même source, « de 350 bancs publics, 20 auvents en bois, 5 commerces de produits alimentaires, des sanitaires (4), ainsi qu'un centre d'exposition de produits traditionnels, outre 220 lampadaires ». En vue d'assurer l'énergie nécessaire à l'éclairage et à l'irrigation, Rouabah a indiqué que le jardin « exploitera les 18 millions m3 de déchets enfouis transformés en énergie du fait de leur dégradation », ce qui permettra d'assurer l'électricité et l'eau en recourant notamment « aux nouvelles technologies ». Précisant que le jardin comprend un système doté en techniques de pointe en vue « de traiter les biogaz résultant des déchets qui sont transformés en énergie électrique », cette démarche confortera l'éclairage du jardin, indiquant, plus loin dans ses déclarations, qu'il a été « procédé sur le même lieu au traitement du lixiviat avec une capacité de 720 m3 par jour » précise le même responsable.

Concernant l'irrigation des arbres « les 80% du lixiviat rassemblés dans les bassins, puis leur transformation en eaux propres » seront utilisées pour les opérations d'entretien et de nettoyage de cet espace vert et aussi pour l'irrigation des arbres, tandis que pour les 20% restants, il a fait savoir que « ils sont regroupés sous forme de boue, préservée dans un bassin pour suivre son cours naturel d'évaporation sous l'effet de la chaleur ». En outre, un système d'irrigation au goutte à goutte a été mis en place, pour irriguer les espaces fleuris ect. ..de même que la mise en place de deux réservoirs d'eau chacun avec une capacité de volume de 150 m3, avec un forage d'un puit d'une profondeur de 400 mètres.

L. Zeggane

EN APPUI À LA FABRICATION DE L'ESSENCE SANS PLOMB

Le projet de réalisation du complexe « MTBE » à Arzew lancé

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a annoncé le lancement du projet de réalisation d'un complexe de production de Méthyl Tert-Butyl Ether (MTBE), mercredi dernier, à Arzew (Oran). Un projet ambitieux qui sera un additif pour la fabrication de l'essence sans plomb au niveau des raffineries, en vue de renoncer à l'importation de ce produit ainsi d'atteindre l'autosuffisance pour se diriger, a indiqué le ministre à « l'exportation à partir de 2025 ».

Le projet en question qui s'étend sur une superficie de 11,4 hectares est doté d'une capacité de production de 200.000 tonnes/an, selon le ministre Arkab qui était accompagné lors de son déplacement à Arzew, par le PDG de Sonatrach, Toufik Hakkar. Qualifiant ce projet qui s'inscrit dans le cadre du développement de l'industrie pétrochimique de Sonatrach de « structurant », le ministère de l'Energie a relevé qu'il permettra de « couvrir les besoins des raffineries du Groupe pétrolier en cette matière, de

renoncer à son importation, en sus de la réalisation d'une autosuffisance en la matière et l'orientation vers l'exportation ». De son côté, le PDG de la Compagnie nationale publique Sonatrach a estimé, que ce projet revêt « une importante dimension économique, permettant à l'Algérie de renoncer à l'importation » mais également, poursuit-il « à l'autosuffisance de cet

additif et de là aller vers l'exportation ». Il est à rappeler que cette visite constituait une occasion à Hakkar et aux cadres dirigeants du Groupe de voire de visu, en se rendant au Complexe de liquéfaction du gaz naturel (GL2Z) relevant de la division liquéfaction et séparation (LQS) et ce pour s'enquérir du fonctionnement des unités du Complexe. Dans le même

sillage, Sonatrach a indiqué que celui-ci et "l'un des complexes stratégiques de raffinage et de pétrochimie pour lequel un important programme d'investissement a été arrêté » en vue « de la modernisation de ses unités pour satisfaire la demande locale sur les produits pétroliers et réaliser la valeur ajoutée destinée à l'exportation ».

L. Z.

HYDROCARBURES

Le thaïlandais « PTT Exploration & Production Plc » veut continuer à investir en Algérie

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu, à Alger, le président directeur général (Pdg) du groupe thaïlandais, "PTT Exploration & Production Plc", Montri Rawanchaikul, selon un communiqué du ministère, rendu public, jeudi, dans lequel, il est indiqué que les deux parties ont passé en revue l'état des relations de coopération et de partenariat dans le domaine des hydrocarbures. Qualifiant d'"excellentes" les relations de coopération et de partenariat entre Sonatrach et PTT Exploration & Production Plc, les perspectives de leur renforcement sont prometteuses a précisé la même source. Tout en présentant le plan de développement du secteur, Arkab a invité le groupe thaïlandais à

"continuer à investir davantage dans le domaine pétrolier et gazier et de créer des partenariats mutuellement bénéfiques et participer aux appels d'offres que le secteur s'apprête à lancer prochainement dans le cadre de la nouvelle loi sur les hydrocarbures qui présente plusieurs avantages aux investisseurs", a fait savoir le communiqué. Pour sa part, Rawanchaikul a exprimé sa "satisfaction" sur la qualité des relations historiques entre "PTT Exploration & Production Plc" et "Sonatrach" et son "très vif intérêt" à continuer à investir en Algérie, qui constitue "un partenaire confiant et crédible, notamment dans les projets existants et/ou nouveaux dans l'amont", conclut le document.

R. E.

SELON LA FAO

Les prix mondiaux, toujours très hauts, poursuivent leur baisse

Les prix mondiaux des denrées alimentaires ont enregistré, selon l'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), une baisse, en juin, pour le troisième mois consécutif. L'indice de la FAO des prix des produits alimentaires est établi dans le but d'aider à suivre l'évolution de la situation sur les marchés mondiaux, notamment des produits agricoles. Selon l'organisme onusien, au mois de juin 2022, les prix des produits alimentaires ont reculé de 2,3% avec la baisse les prix matières premières, notamment les huiles végétales, les céréales et le sucre. L'indice FAO des prix des céréales est en baisse de 4,1% comparé au mois de mai dernier en plus de l'enregistrement d'un recul de 7,6% concernant l'indice lié aux huiles végétales. Les prix internationaux de blé ont chuté de 5,7 % juin dernier, et ce malgré une situation géopolitique demeurant défavorable, en raison des tensions de la guerre en Ukraine. Malgré ces indices qui reculent, la FAO souligne le fait que ces prix restent élevés et l'économiste en chef de la FAO Maximo Torero Cullen, affirme que « même si l'indice FAO des prix des produits alimentaires baisse en juin pour le troisième mois consécutif, il reste proche du record sans précédent atteint en mars dernier ». En effet, les prix des céréales restent en hausse de 27,6% par rapport à juin 2021 et ceux du blé en hausse de 48,5% et donc l'indice FAO reste « globalement plus élevé de 23,1% par rapport à l'année passée », est-il précisé. Certaines denrées ne suivent pas cette tendance à la baisse et c'est le cas de la viande dont l'indice Fao a augmenté de 1,7 % juin dernier et l'agence onusienne précise que « c'est un record qui est dû au resserrement des disponibilités mondiales causé par l'apparition de foyers de grippe aviaire dans l'hémisphère nord ». Quant aux prévisions de la FAO des mois à venir, l'organisme onusien prévoit « une production de 2,8 milliards de tonnes avec 7 millions de tonnes supplémentaires en ce qui concerne les céréales » pour l'année en cours.

R. E.

COMPAGNIE CENTRALE PUBLIQUE DE RÉASSURANCE

Le chiffre d'affaires à l'international en hausse de 10%

La Compagnie centrale publique de réassurance (CCR) a dégagé un résultat net de plus de 5 milliards de dinars durant l'exercice 2021. Un résultat, en hausse de 20,5% par rapport à 2020, selon un communiqué de cette compagnie publique. La CCR affiche un résultat net en hausse de 20,50%, passant ainsi de 4,154 mds DZD -29 millions de dollars- en 2020 à 5,006 mds DZD -36 millions de dollars- selon la même source. Le chiffre d'affaires de la CCR, réalisé en 2021, s'élève à 39,635 mds DZD, soit (285 millions de dollars, en progression de 18% comparé à l'exercice 2020. Sur le marché international, la CCR enregistre une progression de son chiffre d'affaires de 10%, est-il noté dans le communiqué. Quant aux sinistres, l'exercice 2021 a été marqué par une baisse de la sinistralité, avec une régression de la charge de sinistre brute de 6%. S'agissant de son activité financière, les placements financiers de la CCR ont marqué une progression de 5% par rapport à 2020, avec un produit financier de 4,950 milliards de dinars, selon les chiffres de la compagnie.

R. E.

ROYAUME-UNI

Neuf candidats en campagne pour succéder à Boris Johnson

Neuf députés conservateurs sont désormais lancés dimanche au Royaume-Uni pour succéder au Premier ministre, Boris Johnson, dans une campagne où nombre de candidats s'attachent à marquer leur différence par rapport à l'ex-ministre des Finances, Rishi Sunak, sur les questions fiscales.

Dernière à se lancer dimanche matin, la secrétaire d'État au commerce international Penny Mordaunt, 49 ans. Cette ancienne réserviste de la Marine, qui a été la première femme à occuper le poste de ministre de la Défense en 2019, a insisté sur la nécessité que le débat public "tourne un peu moins autour du leader", pour se concentrer sur le "navire". Une volonté affichée de s'extraire de l'interminable succession de scandales qui ont émaillé le mandat de Boris Johnson, jusqu'à ne lui laisser d'autre choix que de démissionner jeudi, après une avalanche de démissions dans son gouvernement. Très ouverte, la compétition qui va s'ouvrir pour la tête du parti conservateur - et donc pour Downing Street, les Tories étant majoritaires à la Chambre des Communes - annonce un été particulièrement animé, avec son lot de révélations et de coups bas. Samedi soir, les anciens ministres Jeremy Hunt et Sajid Javid ont à leur tour annoncé leurs candidatures dans les colonnes du journal conservateur Sunday Telegraph. L'un et l'autre ont insisté sur leurs projets de diminution des impôts, se démarquant de la ligne de Rishi Sunak qui veut attendre un assainissement des finances publiques avant d'envisager de s'engager sur une telle voie, dans un Royaume-Uni en proie à une inflation inédite depuis 40 ans. "Sans baisses d'impôts nous n'aurons pas de croissance", a déclaré sur la BBC dimanche Sajid Javid, qui, en annonçant, sa démission mardi du gouvernement a lancé l'hémorragie - une soixantaine de départs en tout - qui s'est avérée fatale à Boris Johnson. Sajid Javid, 52 ans, avait été suivi neuf minutes après par le ministre des Finances Rishi Sunak, mais a assuré que les deux hommes ne s'étaient pas concertés. Très populaire pour les multiples mesures de soutien économique déployées au plus fort de la pandémie, Rishi Sunak s'est un temps trouvé affaibli par la révélation du recours de sa riche épouse à un avantageux dispositif fiscal. Premier poids lourd à s'être lancé, il semble avoir réussi à rebondir et bénéficie de nombreux soutiens de députés. Mais il risque de subir les foudres du camp Johnson qui le soupçonne de trahison. Rishi Sunak n'avait apparemment pas prévu le Premier ministre avant de quitter le gouvernement. Autre candidat sérieux, Nadhim Zahawi qui en tant que secrétaire d'État, avait piloté le programme de vaccination anti-Covid britannique, avant de passer la semaine dernière du ministère de l'Éducation à celui des Finances, voit son début de campagne plombé par la révélation dans la



Ph: DR

pressé d'une enquête fiscale le visant. Il a assuré que tous ses intérêts financiers ont été dûment déclarés. Les autres concurrents, dont les chances de succès apparaissent bien moindres, sont le ministre des Transports Grant Shapps, le président de la commission des Affaires étrangères Tom Tugendhat, ainsi que l'attorney general - chargée de conseiller juridiquement le gouvernement - Suella Braverman, et l'ex-secrétaire d'État à l'Égalité Kemi Badenoch. Le parti attend encore l'entrée dans la course de la ministre des Affaires étrangères Liz Truss, dont les intentions ne semblent guère faire de doute, tandis qu'un autre favori, son collègue de la Défense Ben Wallace, a annoncé samedi qu'il renonçait. Au total, les instances du parti anticipent une quinzaine de candidatures, un afflux qui laisse augurer un relèvement des seuils en terme de parrainages ou de nombre de votes dans la première partie du processus.

Mais le trésorier du Comité 1922, chargé de l'organisation interne du parti, s'est dit "confiant" dimanche sur la radio LBC que les deux finalistes soient connus d'ici au 20 juillet. Malgré ce calendrier serré, l'objectif évoqué est de faire en sorte que le vote final, ouvert uniquement aux adhérents du parti conservateur, permette de désigner le vainqueur d'ici au début du mois de septembre.

APRÈS L'ANNONCE DE LA DÉMISSION DU PRÉSIDENT

Les Etats-Unis exhortent les dirigeants du Sri Lanka à agir "rapidement" pour restaurer la stabilité

Les États-Unis ont exhorté dimanche les futurs nouveaux dirigeants du Sri Lanka à "travailler rapidement" pour restaurer la stabilité économique et calmer le mécontentement populaire, après l'annonce de la démission du président Gotabaya Rajapaksa qui a fui son palais pris d'assaut par des manifestants samedi. Le nouveau gouvernement du Sri Lanka devra "travailler rapidement pour identifier et mettre en oeuvre des solutions qui permettront la stabilité économique à long terme et calmeront le mécontentement du peuple du Sri Lanka face à la dégradation des conditions économiques, notamment les pénuries d'électricité, de nourriture et de carburant", a déclaré un porte-parole du département d'État à Bangkok, où le chef de la diplomatie américaine Antony Blinken se trouve en visite. Washington appelle également "le Parlement sri-lankais à aborder cette étape avec la volonté d'améliorer la situation de la nation, et non celle d'un parti politique en particulier", a poursuivi le porte-parole. Les États-Unis ont mis en garde les partisans du gouvernement contre toute attaque contre des manifestants ou des journalistes, mais ont également critiqué les violences survenues samedi lorsque la foule a pris d'assaut la résidence de M. Rajapaksa. "Le peuple sri-lankais a le droit d'élever pacifiquement sa voix, et nous demandons une enquête complète, l'arrestation et la poursuite en justice de toute personne impliquée dans tout incident violent lié à la manifestation", a déclaré le porte-parole. M. Rajapaksa a entretenu des relations difficiles avec les États-Unis en raison de son rejet des allégations de crimes de guerre lors de la sanglante de la guerre civile sri-lankaise, qui a duré plusieurs décennies.

NUCLÉAIRE

L'Iran fait état de nouvelles avancées techniques

L'Iran a fait état ce week-end de nouvelles avancées techniques concernant l'enrichissement d'uranium, poursuivant le développement de son programme nucléaire en plein blocage des pourparlers pour relancer l'accord de 2015. Selon un rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) aux États membres, l'Iran a commencé à "alimenter la cascade de centrifugeuses" avancées à l'usine de Fordo, qui avait été récemment modifiée en vue d'une plus grande efficacité. Cette amélioration technique permet de "changer la configuration de la cascade plus facilement" et de passer rapidement d'un niveau d'enrichissement à l'autre, avait expliqué l'AIEA dans un précédent rapport en mai. Cette usine est située dans les profondeurs des montagnes à environ 180 km au sud de Téhéran. Début janvier 2021, l'Iran avait indiqué avoir amorcé le processus destiné à produire de l'uranium enrichi à 20% sur le site, au-delà des 3,67% fixés par l'accord connu sous son acronyme anglais JCPOA. Le gendarme onusien du nucléaire est chargé de vérifier et de contrôler la mise en oeuvre des engagements pris par l'Iran en 2015 à Vienne avec les grandes puissances. Mais à la suite du retrait en 2018 des États-Unis sous l'impulsion de Donald Trump et le rétablissement des sanctions, Téhéran s'est progressivement affranchi de ses obligations. Et les discussions ouvertes au printemps 2020 à Vienne pour trouver une entente sont au point mort, après une récente tentative avortée à Doha.

MEXIQUE

Décès de l'ex-président Echeverria

L'ex-président du Mexique, Luis Echeverria Alvarez (1970-1976), passé à la postérité pour sa "guerre sale" contre des opposants politiques, est décédé à 100 ans, a indiqué samedi l'exécutif. "J'envoie mes condoléances respectueuses à la famille et aux amis", a déclaré dans un communiqué le président Andres Manuel Lopez Obrador, au sujet de son lointain prédécesseur décédé dans la nuit de vendredi à samedi. Issu du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), au pouvoir pendant 70 ans jusqu'en 2000, Echeverria est accusé d'être l'un des responsables des massacres d'étudiants du 2 octobre 1968 à Mexico en tant que ministre de l'Intérieur, et de la répression d'un autre mouvement étudiant le 10 juin 1971, en tant que président. Avocat de profession, Echeverria a été le premier président poursuivi en procès, accusé du massacre de 200 étudiants dans le quartier de Tlatelolco juste avant les jeux Olympiques de 1968 à Mexico. Placé sous mandat d'arrêt à domicile, il a finalement été acquitté en 2009 faute de preuves. L'ex-président a été accusé de disparitions forcées pendant la "guerre sale" contre des groupes d'opposants des années 60 aux années 80. Echeverria est mort deux semaines après l'annonce de l'ouverture des archives militaires de la "guerre sale" aux proches des victimes. Sur le plan diplomatique, il avait soutenu l'expérience de socialisme démocratique au Chili, et accueilli des réfugiés chiliens au Mexique après le renversement de Salvador Allende par le général Pinochet en septembre 1973. Père de huit enfants, Echeverria a été ambassadeur du Mexique devant l'Unesco à Paris après avoir quitté la

AFRIQUE DU SUD

Deux fusillades dans des bars font 19 morts

Deux fusillades dans des bars en Afrique du Sud, où les assaillants semblent avoir tiré au hasard sur la clientèle, ont fait 19 morts dans la nuit de samedi à dimanche, selon un décompte de police. À Soweto, près de Johannesburg, 15 jeunes gens, dont deux femmes, ont été tués lorsque plusieurs assaillants ont ouvert le feu sur la foule "qui s'amusaient", tandis qu'à Pietermaritzburg (Est, région zouloue), quatre personnes attablées ont été tuées par des hommes qui ont ouvert le feu indistinctement. Le mode opératoire similaire intrigue les enquêteurs, même si les fusillades sont fréquentes en Afrique du Sud, l'un des pays les plus violents au monde, nourries par la violence des gangs et l'alcool. À Soweto, le plus grand township historique de Johannesburg, au sud-ouest de la capitale économique sud-africaine, la police a été appelée dans la nuit, vers 00h30. "Quand nous sommes arrivés sur place, nous avons trouvé douze personnes mortes, portant des blessures par balles", a précisé à l'AFP Mme Nonhlanhla Kubheka, une responsable locale de la police. Une dizaine de blessés ont été transportés à l'hôpital et trois d'entre eux y sont décédés peu après leurs arrivées, a-t-elle indiqué. Les victimes sont jeunes, âgées de 19 à 35 ans. Aucune précision n'était disponible sur le nombre des assaillants. "Ils sont arrivés et ont tiré sur les gens qui s'amusaient", a indiqué à l'AFP Mme Kubheka, commandante du commissariat d'Orlando, le quartier de Soweto où le drame s'est déroulé.

S
T
R
O
P
S

ÉLU EN FIN DE SEMAINE

Djahid Zefizef 29^e président de la FAF

Ph: DR



Djahid Zefizef est devenu le 29^e président à prendre les commandes de la FAF depuis 60 ans.

Le manager de la sélection nationale a été élu nouveau président de la première instance footballistique nationale pour le mandat olympique 2022-2025,

lors des travaux de l'Assemblée générale électorale (AGE) tenus jeudi passé à la salle des conférences du stade du 5 Juillet. Zefizef (60 ans) a recueilli 52 voix contre 34 pour son rival, Abdelhamid Serrar, sur un total de 91 votants. « Je suis très ému, je remercie Serrar pour sa sportivité. Le vote s'est très bien déroulé et l'éthique a été totalement respectée. Je tends ma main à toute la

famille du football. Je suis quelqu'un de fédérateur, je ne peux rien faire sans vous. J'ai besoin de votre aide pour que je puisse réaliser le programme que je vous ai présenté durant cette assemblée générale électorale », a lancé le nouveau patron de la FAF à l'assemblée générale peu après sa victoire. Ancien membre du bureau fédéral sous le mandat de Mohamed Raouraoua puis de Kheïreddi-

ne Zetchi, le natif de Constantine succède ainsi à Charaf-Eddine Amara qui avait annoncé sa démission le 31 mars dernier, deux jours après l'élimination des Verts en match barrage du Mondial 2022 face au Cameroun (1-0, 1-2, a.p). Le bureau fédéral de Djahid Zefizef est composé de 12 membres, à savoir : Mohamed Maouche, Mohamed Ghouti, Azeddine Arab, Houssam-Eddine Harkat, Hakim Meddane, Karim Chetouf, Azeddine Bennaceur, Djilali Aïdet, Djamel Merbout, Abdelhafid Fergani, Touati Derdour et Nassiba Laghouti. Il faut dire que la FAF a connu une instabilité chronique. Le scénario qui s'est produit avec Charef Eddine Amara, qui n'a tenu en poste que l'espace d'un peu plus d'une année, en est une parfaite illustration. La FAF, créée le 21 octobre 1962, s'apprête à accueillir son 29^e président en 60 ans, soit une moyenne d'un président chaque deux ans ou presque. Le défunt, Omar Kezzal, fut celui qui a présidé à trois reprises cette instance, mais en tout et pour tout, il n'a pas dépassé six ans de présence à la tête de la FAF. Celui qui détient le record de longévité dans ce registre n'est autre que Mohamed Raouraoua, qui a comptabilisé quelque 12 années aux commandes du football national. La période la plus difficile qu'a connue la FAF remonte aux années 1990, plus précisément entre avril 1996 et novembre 1997, période au cours de laquelle six dirigeants se sont succédés aux commandes de l'auguste maison de Dely-Brahim en l'espace de 19 mois. Une simple lecture sur les raisons ayant souvent sonné le glas des présidents de la FAF montre que le sort de ces derniers était généralement lié aux résultats de la sélection nationale. Le dernier exemple en date est celui de Charef Eddine Amara qui a payé les frais de l'élimination des Verts aux barrages qualificatifs pour le Mondial-2022 au Qatar.

SÉLECTION NATIONALE

Delort aura-t-il plus de chances pour s'imposer comme titulaire ?

Après que l'entraîneur national, Djamel Belmadi, a entrouvert la porte des Verts à un éventuel retour d'Andy Delort, voilà ce dernier qui annonce son come-back. Il sera probablement parmi les nouveautés de l'effectif des Fennecs à l'occasion du prochain stage de septembre. Dans un entretien, paru samedi dans les colonnes de Nice-Matin, l'attaquant international algérien de l'OGC Nice a révélé avoir eu une discussion avec Djamel Belmadi en vue de son retour en sélection. « On a discuté avec le sélectionneur (Djamel Belmadi). C'était nécessaire. Je suis de nouveau à sa disposition. Je saurai bientôt si je vais retrouver les autres Niçois (Atal, Boudaoui, Brahimi) », a indiqué Andy Delort.

L'ancien buteur de Montpellier devrait donc faire partie sur la prochaine liste des Verts, en septembre, en prévision de la réception du Niger pour le compte de la 3^e journée des qualifications à la CAN 2023. Pour rappel, Andy Delort avait refusé en octobre dernier de prendre part à la CAN 2022 avec les Verts. Interrogé à l'époque par l'Equipe, le joueur de 30 ans avait affirmé qu'il avait décidé de mettre sa carrière internationale entre parenthèses afin de se consacrer à son club, l'OGC Nice qu'il a rejoint quelques semaines plus tôt en provenance de Montpellier. « C'est le fruit d'une longue réflexion dont j'ai pu faire part à Djamel lors d'une discussion entre hommes, avait-il déclaré à l'époque. Je ne rentrerai pas dans les détails car c'est une discussion que je souhaitais garder privée. Mais il y a beaucoup de paramètres qui entrent en compte : tout d'abord, et c'est très important, le rôle qui est le mien en sélection. Je vais avoir 30 ans dans



deux jours et je suis à un moment charnière de ma carrière : je viens d'arriver dans un club où l'exigence et la concurrence sont beaucoup plus élevées, je veux mettre toutes les chances de mon côté ».

Depuis, Djamel Belmadi n'a pas cessé de fustiger le comportement et l'attitude de Delort jusqu'à ce qu'il se ravise après la cruelle élimination des Verts en barrages du Mondial 2022 face au Cameroun, laissant la porte ouverte à un éventuel retour en sélection de l'ancien joueur de Toulouse : « Les choses vont rentrer dans l'ordre avec le temps pour Delort. Il a été exemplaire quand il était avec nous, c'est juste une prise de position qu'il a eu par rapport à la sélection. Une prise de position dans un groupe est une bombe, ce n'était pas acceptable pour nous. Maintenant, il y a d'autres éléments qui sont apparus, il aura l'occasion d'en parler. L'équipe nationale n'appartient pas à Belmadi », a-t-il affirmé lors d'une conférence de presse en mai dernier. Tout est bien qui finit bien donc, et avec cet imminent retour de Delort, l'attaque algérienne n'aura que fière allure, surtout au regard de la belle forme qu'a affichée le joueur lors de la saison passée qu'il a terminée dans le top 5 des meilleurs buteurs de la Ligue 1 française. Évidemment, pour son retour en sélection, Delort aspire à bénéficier de plus de chances de la part de Belmadi, contrairement à ce qui était le cas lors de son premier passage en sélection lorsque le poste d'avant-centre était réservé à Slimani ou Bounedjah. Un état de fait qui était pour beaucoup dans sa décision de mettre entre parenthèses sa carrière en équipe nationale.

H. S.

Hakim S.

HANDBALL/CAN-2022

Opération, réhabilitation au Caire pour le Sept national

La sélection nationale algérienne (messieurs) prendra part à la 25e édition du Championnat d'Afrique de handball (CAN-2022) qu'abritera l'Égypte du 11 au 18 juillet avec la participation de 13 pays, avec l'objectif de redorer son blason.

Le sept algérien, remis sur rails, après plus de deux ans de "sommeil forcé" (Covid-19), tentera de faire bonne figure au Caire, et d'effacer sa piètre participation au tournoi des Jeux méditerranéens JM-2022 d'Oran (25 juin - 6 juillet), en se classant à la 6e place, progressant d'une place par rapport aux derniers JM-2018 disputés à Tarragone (Espagne). En Égypte, la mission du coach national, l'ancien international, Rabah Gherbi, remplaçant au pied levé, le Français Alain Portes, consiste à qualifier les "Verts" au prochain Mondial-2023, tout en conservant "au moins" sa 3e place acquise lors du CAN-2020 en Tunisie. A Oran, Les coéquipiers de Mustapha Hadj Sadok ont échoué à atteindre le dernier carré, après leur défaite face à l'Espagne (31-19), après avoir battu la Turquie (32-27) et la Grèce (35-25), et partagé les points avec la Macédoine du Nord (24-24). Versé dans le groupe B, en compagnie du Gabon et de la Guinée, le sept algérien, devrait à priori, passer sans encombre le premier tour, histoire d'éviter un gros morceau aux quarts de finale. Privés d'Ayoub Abdi (Fenix Toulouse/ France), blessé à la cheville lors du rendez-vous oranais et probablement de l'arrière gauche Messaoud Berkous (Istres/France), le staff technique dispose tout de même de "pièces de rechange" lui permettant de combler l'absence des deux hommes forts de l'équipe. "Franchement, je ne suis pas sûr si je serai présent à la CAN-2022. D'ici, une semaine, je vais voir l'évolution de ma blessure avant de trancher en concertation avec le staff médical", avait indiqué à l'APS Berkous. Pour le coach national qui regrette son modeste par-

KARATÉ-DO/JEUX MONDIAUX 2022

Ayoub Helassa décroche une médaille d'or

Le jeune karatéka, l'Algérien Ayoub Helassa a décroché la médaille d'or de sa catégorie de poids (60 kg), en battant le Brésilien Douglas Santos Broz, en finale des 19èmes jeux mondiaux qui se déroulent du 8 au 17 juillet dans la ville américaine de Birmingham, a indiqué la Fédération algérienne de Karaté (FAKT) sur son site officiel. Le jeune Hallassa (18 ans), encadré par son entraîneur Mohamed Abderrajjal Djouda, s'est imposé en finale devant le Brésilien Santos Broz (36 ans), et détenteur de quatre titres de champion du monde, précise la même source. Les jeux mondiaux disputés tous les quatre ans, qui ont débuté en 1981, concernent des disciplines pour la plupart non-olympiques, et considérés comme une antichambre des Jeux Olympiques, en donnant la part belle aux sports extrêmes. Le karaté algérien traverse actuellement une période faste en s'illustrant lors de la 9e édition des Jeux méditerranéens Oran-2022 (25 juin-6 juillet) en réalisant une belle moisson de six médailles (4 or et 2 argent).



cours aux JM-2022, il soulignait que "dès le début, ces JM constituaient une étape préparatoire en vue de la CAN, on aurait aimé passer au dernier carré, mais ça n'a pas été le cas malheureusement". "Les joueurs ont raté le début de la rencontre face à l'Espagne, en se voyant menés au score (6-0), ce qui nous a complètement perturbé pour la suite. Nous avons affronté une coriace équipe d'Espagne, alors que nous avons joué amointris d'Abdi et Berkous pour blessures. J'ai donné la chance à d'autres joueurs pour s'exprimer, c'est eux l'avenir de cette équipe. Comme je l'ai dit auparavant, ces JM constituent une étape préparatoire en vue de la CAN-2022 en Égypte qui reste notre principal objectif. J'ai pris en mains cette équipe après plus d'une année en hibernation, je pense que j'ai parvenu à remettre la sélection sur rails au niveau international" a précisé Gherbi. Pour l'artisan de la décennie dorée du handball algérien, Aziz Derouaz, "l'équipe nationale est restée pendant plus d'une année sans rassemblement ni le moindre travail. Nous devons rebâtir cette équipe sur ses acquis, qui sont positifs. Cette équipe doit continuer à travailler en vue de la CAN-2022 et), qualificative au Mondial." Dès ce mardi (16h30 algériennes) les "Verts" entameront le tournoi continental devant la Guinée, alors qu'ils devaient affronter ce lundi, le Kenya qui s'est retiré du tournoi, avant d'affronter respectivement le Gabon (mercredi). Pour les camarades du gardien de

L'Égypte en super-favorite, la Tunisie et l'Algérie en "outsiders"

L'équipe égyptienne de handball, championne d'Afrique en titre, et récente médaillée d'argent aux Jeux méditerranéens Oran-2022), se présentera favorite en puissance pour sa propre succession lors de la 25e édition de la Coupe d'Afrique de handball, qu'elle organise du 11 au 18 juillet avec la participation de 13 pays dont l'Algérie. Versées dans la poule A en compagnie du Cameroun et du Maroc, les "Pharaons" devraient, sauf énorme surprise, passer facilement, tous les tours, pour atteindre devant leur public la finale et y affronter probablement la Tunisie, seul adversaire, en mesure de leur tenir tête. Lors du rendez-vous méditerranéen d'Oran, la formation égyptienne a raté d'un cheveu le sacre en tombant à la toute dernière minute, face à l'Espagne (27-28) après avoir mené au score durant la majeure partie de la finale. Tel un rouleau compresseur, les champions d'Afrique en titre n'ont pas raté l'occasion d'infliger un sérieux avertisse-

ment à tous leur adversaires africains, dont principalement la Tunisie battue encore une fois à Oran (27-23), confirmant ainsi son succès lors de la CAN-2020 à Tunis même sur le score (30-26). En demi-finale, l'Égypte s'est qualifiée sans douleur devant la Macédoine (34-20), prouvant ainsi sa grande supériorité. Les Tunisiens loin de leur niveau habituel, seront les seuls à pouvoir rivaliser avec l'ogre égyptien en tentant d'atteindre la finale et espérer un 11e sacre (record) devant l'Égypte et l'Algérie (7 titres chacune). Les "Aigles de Carthage" qui font partie du groupe C avec le Cap Vert et le Nigeria, ont pris la 5e place lors du rendez-vous d'Oran en battant l'Algérie en match de classement (39-35 a.prol). Au Caire, la Tunisie sera privée de deux joueurs de base à savoir, Marouène Chouiref et Oussama Hosni, écartés définitivement de la sélection nationale par leur fédération pour des raisons disciplinaires. L'Algérie, qui vient de renouer avec la compétition

Composition des groupes de la 25e Coupe d'Afrique des nations (Seniors-Hommes) le 11 au 18 juillet 2022 en Égypte:

Groupe A: Égypte, Maroc, Cameroun
Groupe B: Algérie, Gabon, Guinée
Groupe C: Tunisie, Cap Vert, Nigeria
Groupe D: Angola, Congo, Sénégal, Zambie.

WA TLEMCCEN

Les anciens joueurs se mobilisent pour sauver le club

Les anciens joueurs de différentes générations du WA Tlemcen se mobilisent pour éviter à leur club, relégué en Ligue deux de football en fin d'exercice 2021-2022, des "lendemain incertains", a-t-on appris dimanche auprès de l'un d'entre eux. Selon Mohamed Djalti, qui a occupé le poste de directeur sportif pendant une partie de la saison écoulée, une réunion a regroupé récemment plusieurs anciens joueurs de différentes générations du WA Tlemcen, pour se pencher sur "la situation critique" que traverse cette formation de l'Ouest du pays. Les présents, parmi eux deux anciens joueurs et entraîneurs des "Bleu et Blanc", à savoir, Abdelkrim Benyelles et Fouad Bouali, étaient unanimes à qualifier de "dangereuse" la conjoncture que traverse actuellement le club, a-t-on souligné de même source. Une décision commune a été prise pour constituer une délégation composée de représentants de pas moins de trois générations d'anciens joueurs pour prendre attache avec les autorités locales "dans l'optique de trouver des solutions urgentes au WA Tlemcen de lui éviter la déperdition", a encore avéré Mohamed Djalti. Le WA Tlemcen, qui a fait son retour parmi l'élite à l'issue de l'exercice 2019-2020, et ce, après sept ans passés dans les divisions inférieures, n'a pu conserver sa place dans la cour des grands que l'espace de deux saisons avant d'être relégué à nouveau en Ligue 2. Mais le club est confronté à beaucoup de problèmes, notamment sur le plan financier où il croule sous le poids des dettes lui causant l'interdiction de recrutement en vue de la saison prochaine. Une mesure qui fait craindre le pire pour les amoureux du WA Tlemcen, étant donné que ce dernier est exposé à un départ massif de ses meilleurs joueurs, et n'aura pas la possibilité de les remplacer jusqu'à l'apurement de ses dettes estimées à plusieurs millions de dinars. Un tel scénario obligerait la direction en place à tabler sur ses joueurs de la réserve pour éviter le forfait, exactement comme ce fut le cas la saison passée pour le voisin l'USM Bel-Abbès, sauf que ce dernier en a payé les frais chers, en enregistrant sa deuxième descente de suite puisqu'il jouera en troisième palier lors de l'exercice 2022-2023.

MANCHESTER UNITED

Marcus Rashford à la croisée des chemins

En grande difficulté lors de la saison écoulée, Marcus Rashford est attendu au tournant à Manchester United pour le nouvel exercice 2022-2023 en Premier League.

«Vous sentez que chaque jour, vous êtes un peu plus affûté et un peu plus en forme pour être prêt pour la saison.» Ces mots là n'ont certes, d'apparence, rien de bien extraordinaire pour les suiveurs du ballon rond. D'ordinaire en tout cas, car, cette fois, ils sortent tout droit de la bouche d'un certain Marcus Rashford (24 ans). Après avoir traversé le dernier exercice 2021-2022 tel un fantôme, ou presque (5 buts et 2 passes décisives seulement en 31 apparitions toutes

BAYERN MUNICH

Robert Lewandowski c'est 70 millions euros

La direction du Bayern Munich se montre de plus en plus intraitable concernant son buteur. Il y a enfin eu du mouvement du côté de Barcelone cette semaine. Le club catalan a enfin pu officialiser les arrivées de Franck Kessié et Andreas Christensen, qui arrivent tout deux libres après leur fin de contrat à Milan et Chelsea respectivement. Dans le même temps, Mateu Alemany et ses hommes de main parviennent, peu à peu, à placer les indésirables comme Clément Lenglet. Dès demain, de grosses nouveautés sont attendues dans les dossiers Dembélé - qui passionne toujours les foules à Barcelone - ainsi que dans le feuilleton Raphinha, qui pourrait bien débarquer en Catalogne assez rapidement. Quant à Jules Koundé, Séville demande toujours des sommes colossales, mais la porte est ouverte... On peut le dire, ça avance, doucement. Sauf pour Robert Lewandowski.

LE BAYERN DE PLUS EN PLUS GOURMAND

Depuis le mois de juin déjà, le Barça tente par tous les moyens de recruter le buteur polonais. Seulement, le Bayern Munich ne lâche rien et continue d'en faire voir de toutes les couleurs à son joueur, mais surtout à l'écurie catalane. Et voilà que ce week-end, la chaîne de télévision espagnole GOL indique que le champion d'Allemagne en titre réclame maintenant un montant de 70 millions d'euros. Un total prohibitif pour le Barça, qui s'apprêtait tout de même à faire un effort colossal en allant jusqu'aux 50 millions d'euros pour le buteur dont le contrat expire en 2023.

compétitions confondues) avec son club formateur, l'attaquant anglais revient avec de bien meilleures intentions, alors que la situation pourrait être totalement différente pour lui.

Les derniers mois ont été tout sauf faciles pour Marcus Rashford. Pour couronner sa saison extrêmement décevante, au cours de laquelle il n'aura été titularisé qu'à 15 reprises au total par Ole Gunnar Solskjær puis par Ralf Rangnick, le natif de Manchester n'a pas été retenu par Gareth Southgate au mois de juin pour disputer la Ligue des Nations. Le sélectionneur des Three Lions a même été jusqu'à publiquement le tancer, le mettant dans le même panier que son coéquipier en club Jadon Sancho et en expliquant simplement que « ces joueurs doivent commencer à bien jouer au club. »

UNE PRÉPA ATHLÉTIQUE IMPORTANTE POUR MIEUX REBONDIR

Un coup dur à encaisser, qui a toutefois peut-être servi d'électrochoc pour Marcus Rashford. Annoncé sur le départ, lui dont le contrat court jusqu'en 2023 (plus une année supplémentaire en option), il a décidé de rester pour montrer que son aventure avec MU n'est pas encore terminée. Peut-être aussi boosté par ses fiançailles avec son amour d'enfance Lucia Loi le 25 mai dernier, le jeune homme de 24 ans est revenu de ses vacances avec une motivation supplémentaire. Là où d'autres auraient tranquillement continué de profiter de leurs jours off avant d'enchaîner avec une nouvelle saison s'annonçant particulière avec la Coupe du monde 2022 en fin d'année 2022, le n°10 des Red Devils a posté beaucoup de photos et de vidéos de lui sur les réseaux sociaux, sur lesquelles on peut le voir s'entraîner durement. Pour encore mieux s'armer face aux critiques et pouvoir y répondre de la meilleure des manières sur le terrain, il a ainsi misé sur une grosse préparation athlétique en amont de la pré-sai-



son avec Manchester United. Physiquement, l'attaquant aux 46 capes (12 buts) avec l'Angleterre semble s'être développé et avoir gagné en muscles. C'est donc bien affûté qu'il a retrouvé le chemin de l'entraînement avec ses partenaires lundi dernier. « Nous avons retrouvé ce sentiment d'excitation et d'effervescence autour du terrain d'entraînement, et c'est vraiment positif d'aborder la pré-saison », a en ce sens lâché MR10 sur le site officiel de son club.

UNE PLACE À PRENDRE DANS LE XI DE TEN HAG

Sa condition physique actuelle lui sera d'une grande aide, d'autant plus que les cartes sont complètement rebattues avec l'arrivée d'Erik ten Hag sur le banc d'Old Trafford. Déterminé à convaincre son nouvel entraîneur, il aura un beau coup à jouer, alors que le possible départ de Cristiano Ronaldo pourrait lui ouvrir un peu plus les portes du XI titulaire de l'entraîneur batave.

En attendant de savoir ce que l'avenir lui réserve, Marcus Rashford en a dévoilé un peu plus sur sa situation personnelle. « Je n'ai jamais eu autant de repos avant la pause estivale, donc c'était un peu

étrange au début et j'ai dû ajuster un peu mon programme, le rendre un peu plus long, pour pouvoir arriver avec un regard positif sur tout, et comme je l'ai dit, nous sommes excités de partir en tournée maintenant », a-t-il confié, toujours auprès des médias de MU.

« Je ne pense pas avoir eu une vraie pré-saison depuis 2019, donc pour moi c'est définitivement une chose positive. J'ai l'impression que j'avais probablement besoin de ce temps pour me déconnecter un peu et le fait d'avoir ce temps m'a permis de me recentrer beaucoup plus tôt que prévu pour être honnête. Comme je l'ai dit, je me sens prêt et concentré. Quand le premier match arrive, c'est bon de savoir que vous avez fait presque six semaines d'entraînement avant.

Ce sera certainement un point positif », a ainsi conclu celui qui a été décoré par la reine Elizabeth II et distingué Membre de l'Ordre de l'Empire britannique (MBE). Vous l'aurez compris, c'est probablement un Marcus Rashford frais comme un gardon qui entamera la saison 2022-2023 avec Man United, avec des ambitions tout aussi élevées que son club.

ATLÉTICO DE MADRID

João Félix parti pour rester

l'ancien prodige de Benfica devrait malgré tout bel et bien rester chez les Colchoneros. Comme le révèle MARCA, ce samedi, le dernier troisième de Liga n'a aucune intention de se séparer de l'enfant de Viseu. Plus encore, le quotidien espagnol précise que les dirigeants rojiblancos comptent faire de João Félix la pierre angulaire du projet 2022-2023. En compagnie d'Antoine Griezmann, de retour à Madrid après son expérience contrastée chez les Blaugranas, le Lusitanien demeure donc indispensable.

«João Félix dit qu'il y a un problème à l'Atlético ? Allez lui demander directement. S'il sent que c'est notre problème en ce moment, ça serait bien qu'il le dise pour qu'on le sache aussi», déclarait dernièrement Diego Simeone, coach de l'Atlético de Madrid. Symbole d'une relation compliquée entre les deux hommes, cette sortie médiatique, tenue en fin de saison dernière, avait surtout ravivé la flamme d'un départ pour l'attaquant international portugais (22 sélections, 3 buts).

Courtsé par le FC Barcelone, non refroidi par les 100 millions d'euros à mettre sur la table,

CHELSEA

Tuchel hésite pour Cristiano Ronaldo

Thomas Tuchel est réticent à l'idée de recruter Cristiano Ronaldo la saison prochaine, selon le Daily Mail. L'entraîneur de Chelsea n'a pas envie de se retrouver dans la même situation qu'Ole Gunnar Solskjær lorsqu'il avait le Portugais sous ses ordres à Manchester United. Il craint que CR7 déséquilibre le jeu des Blues. Par ailleurs, au-delà du quintuple Ballon d'or, le coach allemand a d'autres futures recrues en tête. Dans un premier temps, il souhaite renforcer sa défense avec Presnel Kimpembe ou encore Matthijs de Ligt. Et devant, il souhaite s'attacher les services de Raheem Sterling.

BARÇA

Pjanic écarté pour la tournée

De retour en Catalogne après la fin de son prêt à Besiktas, le milieu de terrain du FC Barcelone Miralem Pjanic (32 ans, 20 matchs en championnat pour la saison 2021-2022) ne dispose pas de la confiance de son entraîneur Xavi et se voit, par conséquent, relégué au rang d'indésirable cet été.

Et alors que les dirigeants catalans espèrent se débarrasser au plus vite du Bosnien, dont le salaire pèse sur les finances du club, l'ancien Lyonnais ne participera pas à la tournée des Blaugrana prévue aux Etats-Unis à partir du 16 juillet, révèle le quotidien espagnol AS. Une manière claire de montrer la sortie au natif de Tuzla.

Dembélé va bien prolonger !

Entre Ousmane Dembélé (25 ans, 21 matches et 1 but en Liga pour la saison 2021-2022) et le FC Barcelone, l'histoire va bel et bien continuer ! En fin de contrat, l'aillier a, comme pressenti ces dernières heures, accepté de prolonger avec les Blaugrana pour les deux prochaines années, d'après les informations du quotidien catalan Sport ce samedi, confirmées dans la foulée par la radio RMG. Avec la fin des négociations, les deux parties doivent désormais simplement régler des derniers détails avec une annonce attendue en milieu de semaine.

pas sur la table. Je vais bien et je me concentre sur l'Atlético. Je suis serein face à l'avenir. Conscient de ce que je peux faire et je suis bien avec moi-même», avait ainsi assuré Félix dans des propos relayés par Mundo Deportivo avant d'ajouter.

«Je suis toujours en vacances. Je viens de commencer à m'entraîner pour préparer la pré-saison, mais je ne pense pas trop au football. Bien sûr que j'ai grandi. Quatre ans se sont écoulés depuis que j'ai quitté Benfica et j'ai grandi physiquement, techniquement et mentalement. Il est normal d'évoluer. J'ai bien fait les choses pour aller de mieux en mieux». Auteur de 10 buts et 6 passes décisives en 35 matches toutes compétitions confondues la saison dernière, João Félix, sous contrat jusqu'en juin 2026, continuera donc bien d'arborer - fièrement - son numéro 8 chez les Colchoneros la saison prochaine.

GHARDAÏA. AÏD EL ADHA

Des jeunes se mobilisent pour la collecte des peaux des sacrifices

Des jeunes associatifs des communes de Ghardaïa et Bounoura se sont mobilisés samedi et dimanche dans le cadre d'une action de protection de l'environnement durant les jours de l'Aïd El Adha, pour la collecte des peaux et débris résultant de l'abattage du mouton du sacrifice, a-t-on constaté.

Initiée par des associations des Ksour de Bounoura, Ghardaïa, Melika et Beni Izguen en collaboration avec les présidents des assemblées communales (P/APC) de Ghardaïa et Bounoura, cette initiative "louable se veut être une contribution effective à la préservation de l'environnement urbain en cette période d'été et à la sensibilisation des croyants et pratiquants du sacrifice à adopter des attitudes citoyennes et à les relayer dans leurs quartiers afin que l'Aïd El Adha soit fêté dans les



meilleures conditions d'hygiène", a expliqué un membre de l'association "Tifaout" de Melika. "Les Assemblées populaires communales (APC) ont pris, de leur côté, toutes les mesures nécessaires, notamment en mettant des camions de ramassage de peaux de mouton à travers différents quartiers", a-t-il précisé, soulignant que des

volontaires sillonnent les quartiers et les ksour pour aider les familles à accomplir le sacrifice dans les conditions requises par la Charia (Loi islamique) et collecter les peaux de mouton afin de les acheminer vers des tanneries. "Cette action vise à sensibiliser les citoyens à la nécessité de préserver la propreté des quartiers et espaces

des Ksour, en évitant de jeter les restes de l'abattage dans les réseaux d'assainissement et en collectant les déchets dans des sacs bien fermés qui devraient être mis dans les bennes à ordures afin de faciliter la tâche aux éboueurs", a expliqué un jeune du Ksar de Bounoura. Cette campagne a aussi pour objectif de préserver la qualité des peaux de mouton collectées durant cette période en y mettant du sel et en les plaçant dans des endroits aérés avant de les acheminer vers les tanneries, a-t-on signalé. "A travers ces actions citoyennes, nous voulons faire de l'Aïd El Adha un évènement à la dimension à la fois religieuse et sociale, mais également propager la culture de l'hygiène du milieu et mettre fin à certains comportements et attitudes portant atteinte à la propreté et à l'esthétique de nos villes et localités", a indiqué, pour sa part, Hadj Bakir, un père de famille de ksar de Melika. L'accent est mis cette année sur la préservation des peaux afin de pouvoir les récupérer et les valoriser dans l'industrie du cuir et l'activité artisanale, et de booster le développement de l'emploi et du savoir-faire, a-t-il conclu.

EL-BAYADH. PROCHAINE RENTRÉE

Réception de 14 établissements scolaires

Le secteur de l'éducation sera renforcé dans la wilaya d'El Bayadh par la réception de 14 établissements scolaires lors de la prochaine rentrée, a-t-on appris de la direction de l'Education. Il s'agit de cinq groupes scolaires dont trois prévus au chef-lieu de wilaya, d'une école primaire dans la commune de Labiodh Sidi

Cheikh et d'une autre dans la commune de Bougtob, de quatre CEM répartis sur la nouvelle ville d'El Bayadh, le village de Menidjel dans la commune de Ghassoul et les communes de Bougtob et Stitene, en plus de cinq lycées dans les communes de Chellala, El Bnou, Boussemgoun et El Bayadh, au niveau du nouveau pôle urbain et à la cité des 440 logements, a-t-on précisé. La même source a indiqué que ces structures scolaires dont le secteur sera doté fourniront plus de 6.000 nouvelles places pédagogiques. Concernant la restauration scolaire, les travaux sont en cours pour la réalisation de deux cantines à la nouvelle école de Chellala et à la nouvelle école primaire de Brizina qui fourniront un total de 400 repas/jour, outre la réception prévue d'un internat à Kerakda d'une capacité d'accueil de 100 lits. Le cycle moyen sera également renforcé par la réception de quatre demi pensionnats dans les communes d'El-Bayadh, El Khaïther, Sidi Taïfour et Bougtob qui fourniront en moyenne 200 repas/jour pour chaque établissement, en plus du lancement de la réalisation de deux

internats au profit des élèves du moyen à El Khaïther et Kerakda, en attendant le lancement de la réalisation de quatre annexes dans l'enseignement moyen à travers les villages Boughrara dans la commune de Cheiguig, El Hawdh dans la commune d'El Bayadh, El Ain Djedida dans la commune de Sidi Amar et à la cité d'habitat "Arbouat Fougani" dans la commune d'Arbouat. Par ailleurs, le secteur de l'éducation a prévu, en coordination avec le secteur de la santé, la réalisation de six unités de détection et de suivi au profit du cycle secondaire dont quatre à El Khaïther, Labiodh Sidi Cheikh et deux au chef-lieu de wilaya, et deux autres dans le cycle moyen qui s'ajoutent aux 13 UDS en service actuellement et un centre de médecine du travail. En outre, 22 écoles primaires situées en zones déshéritées et dépourvues du réseau du gaz de ville ont été équipées en gaz propane en vue de garantir le chauffage dans les établissements scolaires. Le secteur de l'éducation dans la wilaya d'El Bayadh dispose actuellement de 232 établissements scolaires dans différents paliers.

OUM EL-BOUAGHI. RÉSEAUX

ÉLECTRIQUE ET GAZIER

Raccordement de plus de 60 zones d'ombre depuis 2019

Des habitants de 67 zones d'ombre réparties sur diverses communes de la wilaya d'Oum El Bouaghi ont bénéficié des bienfaits des énergies électrique et gazière depuis l'année 2019, a-t-on appris auprès de la direction de l'Énergie. L'ensemble de ces opérations représente 54 projets de raccordement au réseau d'électricité et 13 autres au réseau gazier, a fait savoir Ouarda Abbabsa, cadre au sein de cette direction. Elle a souligné que le nombre global de ces opérations ayant été inscrites en faveur de différentes zones d'ombre a atteint 98 projets. Aussi, pas moins de 31 opérations similaires sont en voie de concrétisation à travers plusieurs communes, a ajouté Mme Abbabsa, précisant que les taux d'avancement de ces projets sont évalués entre 40 et 75 %. Pour rappel, les projets portant raccordement aux réseaux d'électricité et de gaz naturel au bénéfice des zones d'ombre sont financés dans le cadre de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales, le budget de wilaya, du Programme quinquennal (2010-2014) et celui complémentaire spécial "Zones d'ombre".

NÂAMA. COMMUNE D'ASLA

Lancement de plusieurs projets de développement

Plusieurs opérations de développement ont été lancées, dernièrement, à travers les régions et les villages enclavés relevant de la commune d'Asla (Nâama), a-t-on appris du président de l'Assemblée populaire communale (APC), Meliani Slimane.

La même source a précisé que ces opérations, pour lesquelles une enveloppe financière de 56 millions DA a été allouée dans le cadre du plan

de développement communal, comprennent l'acquisition et l'installation de 24 panneaux solaires pour générer de l'énergie électrique dans les agglomérations steppiques et les tentes des nomades, ainsi que l'équipement en énergie solaire d'un puits pastoral dans la zone "El-Messitir" et le raccordement d'un puits similaire dans la zone de "Dhalâat El-Mardoumine".

Ces opérations comprennent également l'installation

du chauffage central à l'école primaire "les frères martyrs Gueriouitli" dans la commune d'Asla, en plus de l'extension et du renouvellement du réseau d'assainissement au niveau des villages de Belgherad et Redjimate et l'équipement d'un réservoir d'eau en énergie solaire dans le village de Hassi Labiodh.

Le même élu a indiqué que

l'opération de renouvellement du réseau d'éclairage public à travers les logements ruraux groupés de la partie Ouest de Djenane Chorfa dans la commune d'Asla sont "en phase d'achèvement", pour laquelle une enveloppe de 4 millions DA a été allouée dans le cadre du programme complémentaire du plan de développement communal de l'année écoulée.

TÉBESSA. INCENDIES

150 ha de couvert végétal ravagés par le feu à Djebel El Haoud

Les deux incendies qui se sont déclarés dans la forêt de Djebel El Haoud dans la commune de Morsott (wilaya de Tébessa) ont ravagé pas moins de 150 hectares de couvert végétal, a indiqué samedi un communiqué de la cellule de communication de la Direction locale de la Protection civile. Les flammes ont ainsi détruit 90 ha de pins d'Alep et 60 ha de maquis et de broussailles, selon le communiqué, qui a précisé que tous les foyers ont été éteints et une surveillance sécuritaire est assurée pour empêcher la reprise du feu. Le premier incendie s'est déclaré la nuit de dimanche à lundi et a nécessité l'intervention de l'unité secondaire de Morsott, l'unité principale de Tébessa et la colonne mobile, assistées par les services des forêts et en présence des services de la Gendarmerie nationale, rappelle-t-on. Sept (7) camions anti-incendie de divers volumes, un autocar, deux véhicules de liaison et pas moins de 48 sapeurs-pompiers de graves divers ont été mobilisés, selon le document. L'incendie a repris au même lieu dans la nuit de lundi à mardi et a nécessité pour sa circonscription l'intervention de toutes les unités de la Protection civile de la wilaya et les colonnes mobiles de lutte contre les feux de forêts des wilayas de Tébessa, Souk Ahras et Oum El Bouaghi, en plus des services des forêts en présence des services de la Gendarmerie et des éléments de l'Armée nationale populaire. Aussi, 30 camions anti-incendie, 4 autocars, 8 véhicules de liaison et plus de 150 agents de la protection civile. Deux hélicoptères de l'unité aérienne de la direction générale de la protection civile sont également intervenus pour appuyer les efforts d'intervention ayant aussi mobilisé des citoyens bénévoles et des militants associatifs pour combattre les flammes dont l'aire s'est étendue vers la forêt du Djebel Azouza dans la commune d'Ain Zerga. Selon la même source, tous les foyers ont été refroidis et les deux incendies ont été éteints dans la forêt de Djebel El Haoud avec le maintien d'une surveillance sécuritaire sur site.

"EL-HAMDOULILLAH MABQACH ISTIÏMAR FI BLADNA"

60 ans d'une œuvre chevillée aux célébrations de l'Indépendance

En plus de l'hymne national et des chansons patriotiques, elle s'était imposée comme un hymne populaire du recouvrement de l'Indépendance, écrite et interprétée par le cardinal du chaâbi, Hadj M'hamed El-Anka : "El-Hamdoulillah mabqach istiïmar fi bladna", une chanson chevillée aux célébrations de cette date historique très chère aux cœurs des Algériens, célèbre elle aussi ses 60 ans.

Depuis son enregistrement sous forme de clip en 1963, cette chanson revient chaque année sur les petits écrans des Algériens, magistralement interprétée par le père fondateur du chaâbi coiffée de sa célèbre chechia, comme un hommage à ceux qui ont donné leurs vies pour une Algérie libre et indépendante, et un gage de bonne augure et de prospérité pour l'Algérie de tous les futurs. Dans un entretien à l'APS, le chercheur en histoire de la musique et du patrimoine melhoun, Abdelkader Bendamèche, a confié qu'entre février et mars 1962, alors que la libération se profilait à l'horizon, un groupe d'artistes de la Radio algérienne ont demandé à Hadj M'hamed El-Anka d'écrire et de composer une œuvre pour la fête de l'Indépendance du pays. Le cardinal avait alors écrit et composé cette fameuse chanson pour la jouer la première fois le 3 juillet 1962, devant un groupe d'amis dans une placette près de la Casbah d'Alger, alors que le pays attendait la proclamation de l'Indépendance sur des charbons ardents, poursuit le chercheur et spécialiste du melhoun et du chaâbi. Le 31 octobre de la même année, une cérémonie de célébration de l'Indépendance est organisée à la salle Atlas à Alger en présence du premier prési-



Phs : DR

dent de la République algérienne, Ahmed Benbella, et de nombreux invités de marque dont la figure révolutionnaire latino-américaine Ernesto che Guevara. Le programme de cette cérémonie comptait, entre autres, une prestation de la chanteuse tunisienne Safia Chamia (1932-2004), une représentation de la pièce de théâtre "132 ans" du regretté Ould Abderrahmane Kaki (1934-1995) et le tant attendu M'hamed El-Anka et son hymne à l'Indépendance et à la liberté. Le succès que connaît cette œuvre est tel que le cardinal est convié à enregistrer sa création dans un disque 33 tours, très à la mode dans les années 1960, et qui contenait une compilation des plus grands succès de cette époque. "El-Hamdoulillah mabqach istiïmar fi bladna" est désormais conservée dans un premier support d'enregistrement et devient diffusable à la Radio. Abdelkader Bendamèche indique qu'en février 1963 l'un des clips les plus connus des Algériens a été enregistré dans un espace de la Radio nationale décoré pour l'occasion, et où le cardinal, accompagné, entre autres musiciens, du grand pianiste Mustapha Skandrani et du

génie de la musique algérienne, Mahboub Safar Bati, a rendu hommage aux "hommes qui se sont sacrifiés dans les maquis, dans le désert et les montagnes" pour que "vive l'Algérie libre et vive la jeunesse". En plus de son grand orchestre, El-Anka était accompagné d'une chorale composée pour l'occasion, qui comptait essentiellement El-Hachemi Guerouabi, âgé d'à peine 24 ans, Boudjemaa El Ankis, Ahcène Saïd ou encore Tahar Ben Ahmed. En 2012, c'est autour de Hocine Lesnami et Hamidou que de jeunes voix de la chanson algérienne ont donné à cette œuvre une grande bouffée de jeunesse et d'élégance contemporaine avec des arrangements modernes et un clip montrant l'Algérie indépendante 50 ans plus tard, réalisé par Djaâfar Gacem. À cette occasion, pour les célébrations du 50e anniversaire du recouvrement de la souveraineté nationale, de nombreux jeunes chanteurs et musiciens, de la génération de l'Indépendance s'étaient appropriés de nombreux chants patriotiques qu'ils ont remis au goût du jour avec des arrangements et des orchestrations modernes.

"LA NUIT D'ABED"

Nouveau court métrage de Anis Djaâd

Le réalisateur algérien Anis Djaâd a annoncé la fin du tournage de son nouveau court-métrage intitulé "La nuit d'Abed", tourné à Mostaganem et actuellement en phase de post-production, a-t-on appris auprès du réalisateur. D'une durée de 15mn, "La nuit d'Abed", traite d'un couple vivant dans un village reculé, qui attend la naissance, à hauts risques, de leur premier enfant, dont la survie dépend d'un médicament, en provenance d'Alger. Porté par quatre comédiens, Abderrahmane Boudjemaa, Leïla Touchi, Mohamed Takiret et Mohamed Mouffok, ce quatrième produit cinématographique de Anis Djaâd sortira bientôt, sous le label de la boîte de production "RivollArt", avec la collaboration de l'Office national des Droits d'Auteurs et des Droits Voisins (ONDA), et du quotidien "Horizons" entre autres. Une fois de plus, Anis Djaâd, auteur des scénarios de toutes ses œuvres, revient dans un registre de néoréalisme social qu'il a choisi depuis son premier film en se positionnant comme "observateur de sa société et qui prend toujours le temps de développer ses sujets avec le recul approprié", se refusant de faire "un cinéma d'urgence" et ayant pour souci permanent d'atteindre un "cinéma humain qui crée le débat et l'échange au lieu d'un cinéma qui s'acharne à dénoncer en s'appuyant sur le cliché", avait-il déclaré. Evoquant toutes les contraintes financières et logistiques rencontrées qui ont rendu difficile le processus de réalisation de ce nouveau court métrage, Anis Djaâd a tenu à saluer l'"obstination" et le "professionnalisme" des équipes technique et artistique qui ont affiché "leur entière disponibilité" à prendre part à ce projet.

"ALGÉRIE 1962, UNE HISTOIRE POPULAIRE"

Dernier ouvrage de Malika Rahal

Dans son dernier ouvrage intitulé "Algérie 1962, une histoire populaire", l'historienne Malika Rahal propose à ses lecteurs de déplier les événements complexes et importants pour l'histoire de l'Algérie indépendante qui se sont déroulés durant l'année 1962, marquant la fin de 132 de colonisation et le début d'une nouvelle ère. Cet ouvrage de 419 pages paru dernièrement aux éditions Barzakh, délimite une tranche d'histoire allant de janvier à décembre 1962, une année marquée par trois événements majeurs aux yeux de l'auteur, la proclamation du cessez-le-feu du 19 mars, la proclamation de l'Indépendance et la mise en place, en septembre, du premier Gouvernement algérien en charge de dossiers, tous plus urgents les uns que les autres.

Cette recherche, basée sur une riche documentation composée d'articles de presse de l'époque, d'extraits de publications d'historiens et de correspondances de fonctionnaires internationaux et diplomates, tente de restituer cette période telle que vécue par les citoyens algériens mais aussi ses différents impacts. Revenant d'abord sur "le temps de l'OAS", l'historienne regroupe des témoi-

gnages des violences perpétrées par l'Organisation de l'armée secrète composée d'ultras, partisans du maintien de la colonisation et de "folles rumeurs" qui avaient rythmé le quotidien durant une partie de cette année. Malika Rahal évoque également l'installation progressive de différentes formes d'autorités algériennes (comités de quartiers, représentants du FLN ou de l'ALN, centres de soins de fortune,...), l'apparition de nombreuses manifestations de jeunes comptant sur l'effervescence comme mouvement social en plus d'une forme d'algérianisation des quartiers où les Algériens s'étaient repliés pour mieux s'entraider et faire face à la violence avant la libération.

Sur la base de témoignages et d'études, l'auteure aborde le déplacement forcé de 41% de la population algérienne vivant sous le système colonial et la vie dans les "camps de regroupement" sur la base de témoignages de personnes qui y ont vécu leur enfance, en plus de s'intéresser à la "complexe expérience de l'ouverture des camps". Elle s'intéresse également au camp de regroupement comme élément urbain et son devenir après le recouvrement de l'Indépendance.

Dans le même élan, l'historienne explore l'organisation du retour des réfugiés et des détenus, la démobilisation et la reconversion des combattants ainsi que la gestion de certaines urgences vitales. En 1962, dans cette "Algérie de tous les futurs", il fallait aussi mettre en place un système de santé apte à faire face à l'urgence et à remettre en route le système éducatif.

Malika Rahal expose aussi "l'Algérie de toutes les urgences" qui devait, en plus de la Santé et de l'Éducation, se nourrir, se loger, déminer les sols, faire fonctionner les usines, former des instituteurs, des médecins, des ingénieurs pour assurer ce changement vers un État national. Abordant les différents impacts de l'année 1962, l'universitaire aborde également un nouvel espace physique déserté par les européens et de nouveaux espaces sociaux inaccessibles aux Algériens colonisés, en plus de revenir sur la première "salve de débaptisation" opérée dès l'automne 1962 dans plusieurs villes, à mesure que les nouvelles municipalités se mettaient en place. Elle cite pour exemple la ville d'Oran qui a changé les noms de nombreuses rues et places publiques lors d'une grande cérémonie le

1er octobre 1962, une opération reconduite à Alger le 27 du même mois où des rues et places ont été baptisées du nom de Larbi Ben M'hidi, Didouche Mourad, l'Émir Abdelkader, Mohamed Belouizdad, ou encore Ahmed Bouzrina. Une réappropriation de l'espace public qui se poursuivra durant plus d'une année.

Selon l'ouvrage, l'année 1962 compte également un récit administratif, la fin de la guerre de libération est aussi marquée par le rattrapage de l'inscription à l'état civil des événements passés (mariages, décès et naissances) et de l'inscription des disparus. S'appuyant sur tous ces aspects, Malika Rahal parle du "Long 1962", une séquence de l'histoire de l'Algérie entre décembre 1960 et mars 1963.

Née en 1974, Malika Rahal est agrégée d'histoire, spécialiste de l'histoire contemporaine de l'Algérie et chargée de recherche au Cnrs en France. Elle dirige depuis janvier dernier l'Institut d'histoire du temps présent à l'Université Paris 8.

Elle est l'auteure de "Ali Boumendjel, une affaire française, une histoire algérienne" (2011) et de "L'Udma et les udmistes, contribution à l'histoire du nationalisme algérien" (2017).

ALECSO

Le Musée de Sétif remporte le concours du programme "Guide culturel"

Le Musée public national de Sétif a remporté le prix du concours "Guide culturel", un programme organisé par l'Organisation arabe pour l'Éducation, la culture et les sciences (ALECSO), dont les résultats ont été annoncés sur le site de l'Organisation. La directrice du Musée public national de Sétif, Mme Khalafallah Chadia a affirmé que la distinction de son établissement qui a participé à l'événement en tant que représentant du ministère de la Culture et des Arts, vient récompenser son travail en matière de "consécration du message muséal auprès des enfants", à travers l'organisation de visites quotidiennes, outre "son programme visant à transmettre le message muséal aux établissements éducatifs et sociaux entre autres, notamment dans les zones éloignées". Le Musée s'est également distingué depuis le début de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19) par la programmation d'activités virtuelles sur les réseaux sociaux (facebook), comportant en plus des visites virtuelles au Musée, l'organisation de concours, de jeux et la projection de vidéos...etc, et ce dans le cadre de son activité visant à faire passer le message muséal et à maintenir le contact avec le public. Le programme du "Guide culturel" a connu une participation officielle et des candidatures individuelles de divers pays arabes. Des prix ont été remis dans d'autres catégories, tels que le prix d'"Excellence en matière de guide muséal et culturel" (pour les autorités et les ministères) et le prix d'"Excellence en matière de guide muséal et culturel" (pour les musées et les sites archéologiques). Organisé sous le slogan "Avec le passé, nous nous tournons vers l'avenir", ce programme vise à éveiller la positivité de la jeunesse arabe et à l'inciter à s'intéresser à son patrimoine, à le préserver et à le promouvoir, ainsi qu'à préparer un guide culturel de qualité, en lui fournissant les expériences et les qualifications requises. Le programme tend, par ailleurs, à mettre en place une relation forte et qualitative entre les musées et les familles pendant et après la période de cet événement.

JORDANIE

Des Syriens trouvent refuge dans la danse folklorique

Aux sons de tambours et chants folkloriques, des réfugiés syriens installés en Jordanie présentent leurs danses traditionnelles pour arrondir leurs fins de mois et faire revivre la culture de leur pays, ravagé par 11 ans de guerre.

Avec ces jeux d'épées et ses costumes orientaux, ces danses -- appelées "Arada" ("spectacle" en arabe) -- sont devenues un divertissement de plus en plus prisé pour animer les mariages et fêtes en Jordanie. Ces spectacles ajoutent "de la gaieté dans nos cérémonies", souligne Fahed Chehaddeh, qui a fait appel à la troupe de danse folklorique Bab al-Hara pour animer la fête de fin des études universitaires de ses deux fils à Amman. "Je suis Jordanien d'origine syrienne et j'ai fait appel à ce groupe parce que j'admire leurs talents de danseurs, leur musique, leurs costumes et chants", explique l'homme de 55 ans. Les danseurs, tous des hommes, dont le nombre est compris entre 10 et 20, sont vêtus de pantalons bouffants noirs, de t-shirts en coton blanc surmontés de vestes brodées, d'un petit bonnet blanc couvrant le sommet de la tête et d'un foulard blanc noué autour de la taille.

EPÉES ET BOUCLERS

En plus des tambours, les artistes sont munis d'épées et de boucliers décoratifs qu'ils manipulent, mimant un combat cérémonial. Moutaz Boulad, responsable de la troupe Bab al-Hara, souligne que les spectacles de danse "Arada" sont très demandés avec un spectacle quotidien en été et plusieurs par semaine en hiver. La danse folklorique est devenue une source de revenus pour les réfugiés syriens qui ont fui la guerre dans leur pays depuis 2011, ajoute Moutaz Boulad, 60 ans. "Au début, certains danseurs n'étaient pas très doués, mais mes fils et moi leur avons appris les techniques de danse pour les aider" et leur permettre de



gagner leur vie, explique ce père de famille qui a quitté la Syrie en 1988. Selon l'ONU, environ 80% des réfugiés syriens en Jordanie vivent sous le seuil de la pauvreté, avec moins de trois dollars par jour. Les danseurs de la troupe Bab al-Hara sont issus de milieux professionnels différents, selon M. Boulad. "La plupart d'entre eux occupent un emploi à côté. Certains sont des étudiants universitaires, d'autres sont comptables, serveurs, couturiers ou électriciens (...) mais la danse leur permet d'arrondir les fins de mois", ajoute-t-il.

"IDENTITÉ ET CULTURE"

L'un des danseurs, Ahmed Abou Chadi, 43 ans, est plombier. Selon lui, la danse lui permet de subvenir aux besoins de ses trois enfants depuis qu'il a quitté la Syrie en 2013. "Ce n'est pas tous les jours que j'ai des clients en tant que plombier", dit-il. "Comme danseur Arada, je suis payé 15 dinars (environ 19 euros) par performance. C'est une petite somme, mais ça m'aide à survivre." Un autre membre de la troupe, qui préfère parler sous couvert d'anonymat, travaille dans un laboratoire médical depuis qu'il a fui la ville de Homs, dans le centre de la Syrie, en 2018. Grâce à la danse, il parvient à

gagner 300 dollars en plus des 700 qu'il touche de son emploi de jour au laboratoire. "J'ai fait une demande d'asile pour moi et ma famille auprès du Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés en espérant qu'on pourra redémarrer notre vie ailleurs", confie-t-il. Pour Ahmed Abou Chadi, danser la Arada fait partie intégrante de sa vie, malgré l'exil et ses difficultés.

"Cette danse est au coeur de l'identité et de la culture syrienne, ça fait partie de notre quotidien. Nous devons la préserver et l'enseigner à nos enfants et petits-enfants", s'exclame-t-il. "Cet art coule dans mes veines, je ne peux pas imaginer ma vie sans le pratiquer", ajoute-t-il, tout en disant espérer danser à nouveau dans son pays natal. "Je continuerai de danser où que je me trouve", dit-il, "mais c'est sûr que je souhaite que la situation en Syrie s'améliore pour que nous puissions tous y revenir un jour." La guerre en Syrie a fait depuis 2011 environ 500.000 morts, dévasté les infrastructures du pays et déplacé des millions de personnes. La Jordanie accueille quelque 650.000 réfugiés syriens qui sont enregistrés auprès du Haut commissariat de l'ONU pour les réfugiés, mais Amman affirme qu'ils sont en fait 1,3 million.

NETFLIX

Une série dérivée du succès «Stranger Things»

Que les passionnés du "monde à l'envers" se réjouissent: une série dérivée de "Stranger Things", succès retentissant de Netflix, est en cours de développement par ses créateurs, les frères Duffer, a annoncé la plateforme mercredi. La saga, l'une des plus regardées sur Netflix, mêle science-fiction, horreur et aventures adolescentes dans une petite ville américaine des années 1980, où un groupe de jeunes se retrouve aux prises avec des monstres surgis d'une dimension parallèle.

Sa quatrième saison, diffusée récemment, est en tête des classements de la plateforme pour les oeuvres en langue anglaise, qui comptabilise le nombre d'heures de visionnage dans les 28 jours suivant la sortie d'une série. La saison 4 de "Stranger Things" affiche déjà 1,15 milliard d'heures au compteur, un chiffre qui devrait encore augmenter puisque le dernier épisode n'a été mis en ligne que la semaine dernière. Dans le monde, seule la série sud-coréenne "Squid Game" a réussi à faire mieux. Les frères Matt et Ross Duffer, créateurs et réalisateurs de la série, avaient indiqué que l'intrigue de "Stranger Things" serait définitivement bouclée lors d'une cinquième saison.

Mais ils avaient aussi piqué la curiosité des fans en écrivant dans une lettre ouverte que "de nombreuses autres histoires passionnantes restaient encore à raconter dans le monde de +Stranger Things+". Mercredi, Netflix a confirmé qu'une "série dérivée de +Stranger Things+ fondée sur une idée originale des frères Duffer" était en cours d'élaboration. L'univers sombre et étrange fera également l'objet d'une adaptation théâtrale, avec Stephen Daldry ("The Crown") à la mise en scène. La société fondée pour l'occasion par les frères Duffer, Upside Down Pictures, a également dans ses cartons un projet d'adaptation en prises de vues réelles du célèbre manga japonais "Death Note", et une autre du roman "Le Talisman", co-écrit dans les années 1980 par Stephen King et Peter Straub. L'annonce de cet accord entre Netflix et les frères Duffer survient alors que la plateforme est sous pression des marchés financiers après avoir perdu des abonnés pour la première fois cette année après une longue période de croissance ininterrompue.

MUSIQUE

Quand Drake et Beyoncé frappent à la porte de la house

Drake et Beyoncé ont surpris en s'inspirant de la house, musique des années 1990: un revival qui permet d'honorer des pionniers afro-américains oubliés de ce courant de la musique électro. Le Canadien a tiré le premier avec l'album "Honestly, Nevermind" le 17 juin, précédant de quatre jours "Break my soul", single de l'Américaine. Exit le rap ou le R'n'B: les deux mégastars donnent dans un registre house, branche de l'électro répandue dans les clubs européens il y a 30 ans. "Je suis un peu sidéré: qui avait vu venir ça?", commente pour l'AFP David Blot, journaliste français et organisateur dans les années 90 des soirées house "Respect" exportées de Paris à New York. "Drake avec +Passionfruit+ (2017) touchait un peu à la house mais, là, c'est choquant, dans le bon sens

du terme. Et, Beyoncé, c'est carrément +dance+, même si +Formation+ (2016) avait déjà des couleurs un peu house" poursuit le co-auteur du roman graphique "Le chant de la machine", dédié à l'histoire de la house. Les deux stars sont bien placées dans les charts, en dépit d'un accueil parfois rugueux. Drake fut ciblé sur les réseaux sociaux, sur fond de supposée trahison envers la communauté afro-américaine (dont son père est issu). A l'image de ce tweet: "Qu'est-ce que c'est que cet album pour blancs de Drake? C'est pour les clubs d'EDM".

FRANKIE KNUCKLES

L'EDM, "Electronic dance music", est une expression qui ramasse la musique électro la plus commerciale. Dans les années 1990, Ace of Base, groupe suédois à hits, était un des

symboles de ce qu'on nomme aussi l'Eurodance, excoissance de la house. Mais Questlove, batteur américain de The Roots, véritable bible musicale, a recentré le débat sur ses réseaux sociaux, partant à la rescousse de "D&B", soit Drake et Beyoncé. Le musicien y dénonce d'abord un "dédain" envers l'importance de la culture noire dans l'électro. Et se dit heureux "que D&B mènent la charge". Car l'histoire de la house s'est aussi écrite avec des DJ-producteurs afro-américains. Chez les archéologues musicaux, pour les origines de la house, une ville, un club et un nom reviennent toujours: Chicago dans les années 1980, The Warehouse, Frankie Knuckles, DJ-producteur afro-américain décédé en 2014. L'anecdote est célèbre. Un jour, Knuckles voit sur la devanture d'un bar: "Ici on joue de la house

music". Il demande à la personne qui l'accompagne ce que ça signifie: "C'est la musique que tu joues au Warehouse, Frankie!" A l'époque, les habitués du club se donnent rendez-vous à la "House", diminutif du Warehouse. Knuckles disait modestement: "Les gens ne voulaient plus de disco, on leur a donné une autre musique".

LARRY LEVAN

De fait, en mixant plusieurs musiques, Knuckles débarrasse le disco de ses artifices, injecte un groove-battement de coeur et une rythmique qui claquent. Knuckles, un nom tombé dans l'oubli aux Etats-Unis, comme ceux d'autres de ses pairs, Ron Hardy ou Marshall Jefferson. "Aux USA, cette musique est restée longtemps dans l'indifférence, sans doute à cause des liens avec les communautés noire,

latino, gay des scènes de New York, Chicago ou Detroit (techno, pour cette ville)", complète David Blot, voix de la station Radio Nova en France. Dans "Break my soul", Beyoncé sample un standard de dance music des années 90, "Show me Love" de Robin S. Le futur album de "Queen B", "Renaissance", le 29 juillet, sera-t-il entièrement house? L'album sonnera en tout cas très club, selon les indices du magazine Vogue, seul média qui a pu écouter le disque chez Beyoncé. Pour la séance photo, elle voulait évoquer "la scène garage des années 90" et les "excès des années 80", selon Vogue. La garage house est une branche musicale qui renvoie au Paradise Garage, club mythique de New York des années 70/80 où officiait Larry Levan (décédé en 1992), DJ afro-américain, mentor de Knuckles.

Saisie de 25 kg de kif traité et trois trafiquants arrêtés à Tlemcen

Les éléments de la sûreté de la daïra de Mansourah (Tlemcen) ont saisi une quantité de vingt-cinq kilos de kif traité et arrêté trois narcotrafiquants, a-t-on appris samedi de ce corps constitué. Cette opération a été menée en collaboration avec les services de la douane de Tlemcen. Elle fait suite à des informations faisant état des agissements d'un individu qui a procédé à la commercialisation de cette drogue dans un quartier de Haï Bouhenak, relevant de la commune de Mansourah. L'enquête menée par les policiers a permis d'arrêter le mis en cause en compagnie d'un acolyte et la saisie de cette quantité de kif qui était en leur possession. Après l'extension des investigations, un troisième membre du réseau a été interpellé. Une somme de 240.000 DA, des jumelles de vision nocturne, une arme blanche ainsi que trois véhicules servant au transport de la drogue ont été saisis. Une procédure judiciaire a été ouverte à l'encontre des mis en cause qui ont été présentés devant procureur de la république du tribunal de Tlemcen, a précisé la même source.

La Hongrie ne vendra pas son gaz à ses partenaires européens

Pour faire face à l'embargo qu'elle a décrété contre les hydrocarbures russes, l'Union européenne a imaginé en juin une procédure de stockage et de répartition de ce qui est disponible dans les pays ayant une dispense provisoire pour en acheter. Durant les trois premiers mois de la guerre, l'UE a acheté pour 57 milliards d'euros de pétrole, de gaz et de charbon à la Russie. Aujourd'hui seules la Tchèque et la Hongrie continuent à se fournir. Cependant la Hongrie, qui dénonce l'interprétation dominante de la guerre en Ukraine, refuse l'embargo et a obtenu une dispense, n'entend pas partager le gaz qu'elle achète à un tarif préférentiel négocié par le Premier ministre Viktor Orbán du fait de ses bonnes relations avec Moscou.

Une importante délégation sahraouie hôte de notre ambassade en France

À l'invitation de son Excellence, l'Ambassadeur d'Algérie en France, Mohamed Antar Daoud, une délégation sahraouie, composée de Mohamed Sidati membre du Secrétariat national, Représentant du Front Polisario en France et de M. Sid-Ahmed Daha représentant adjoint, a pris part à la grande réception organisée à Paris à l'occasion du 60ème anniversaire de l'Indépendance de l'Algérie. Lors

d'une allocution remarquée son Excellence l'ambassadeur Mohamed Antar Daoud a réitéré « le soutien indéfectible de l'Algérie à la cause du peuple sahraoui ». La délégation sahraouie a pu, par ailleurs, avoir des contacts avec plusieurs diplomates, des personnalités politiques et de cultures, ainsi que des membres de la communauté algérienne en France, présents à cet événement.



Démantèlement d'un réseau spécialisé dans la contrefaçon de billets de banque à Tipasa

Un réseau national organisé, spécialisé dans la contrefaçon de billets de banque, a été démantelé par les services de police judiciaire de la sûreté de wilaya de Tipasa, a indiqué jeudi un communiqué de ce corps sécuritaire. Ce réseau activant dans la contrefaçon des billets de banque en monnaie nationale, à travers plusieurs wilayas, se compose de 4 individus, âgés de 20 à 40 ans.



Selon le document, cette affaire a été mise à jour, suite à des renseignements parvenues au service de la police judiciaire de la sûreté de daïra de Bou Ismail, portant sur la mise en circulation, par un individu, de faux billets de banque de 2000 DA, à travers la commune du même nom (Bou Ismail). Suite à quoi, il a été procédé à l'arrestation du suspect en possession d'une quantité "importante" de faux billets. La perquisition de son domicile et de ceux de ses complices, a permis la saisie d'un montant de 238.000 DA en faux billets, selon la même source. Les membres de ce réseau ont été présentés devant le parquet près le tribunal de Koléa pour les chefs d'accusation de "constitution d'une association de malfaiteurs", "faux et usage de faux" et "mise en circulation de faux billets de banque en monnaie nationale", a conclu le même communiqué.

Elon Musk met fin à l'accord de rachat de Twitter

Elon Musk, le patron de Tesla et SpaceX, a indiqué à Twitter vendredi qu'il mettait fin à l'accord passé avec le conseil d'administration pour racheter le réseau social à cause d'informations "fausses et trompeuses" sur l'entreprise. Dans une lettre publiée par le gendarme bousier américain, ses avocats assurent que Twitter n'a pas respecté ses engagements pris dans l'accord, en ne donnant pas toutes les informations demandées sur le nombre de faux comptes et spams.

Aïd El-Adha : Bouslimani présente ses vœux au personnel du secteur de l'information et de la communication

Le ministre de la Communication, Mohamed Bouslimani a présenté, samedi à l'occasion de l'Aïd El-Adha, ses vœux à l'ensemble du personnel du secteur de l'information et de la communication, selon un communiqué du ministère. A cette occasion, Bouslimani a salué les "efforts et démarches nobles" du personnel du secteur en vue de la "promotion" du secteur de l'information et de la communication. Le ministre qui a appelé à "poursuivre les efforts concertés avec fermeté, détermination, abnégation, professionnalisme, conscience et responsabilité pour parachever l'édification de l'Algérie nouvelle", a affirmé que "c'est, là, l'intention vertueuse et l'objectif majeur", ajoute la même source.

Neuf morts et 533 blessés sur les routes durant les dernières 72 heures

Neuf (09) personnes sont décédées et 533 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus durant les dernières 72 heures à travers plusieurs wilayas du pays, a indiqué hier un bilan de la Protection civile. Les mêmes services ont enregistré, au 1er jour de l'Aïd El Adha, 5 décès et 96 blessés dans des accidents survenus dans les wilayas de Boumerdès (2 décès dans 2 accidents distincts), Alger, Oran et Aïn Defla.

Le bilan de la Protection civile fait état également, durant les dernières 72 heures, le décès de 4 personnes par noyade,



de, trois dans la mer au niveau des wilayas de Mostaganem et Alger, alors

que la quatrième personne est décédée dans une retenue collinaire dans la

wilaya d'Aïn Defla. Par ailleurs, l'intervention du dispositif mis en place par la Protection civile dans le cadre de la lutte contre les incendies de forêt et récolte, a permis l'extinction de 91 incendies du couvert végétal ayant causé des pertes estimées à 4 hectares de forêt, 21 hectares de broussailles, 4 hectares de blé, 2 hectares d'orge, 282 arbres fruitiers, 2747 bottes de foin et 95 palmiers.

MISE AUX POINGS

« Cette courbe ascendante des sociétés exportatrices se poursuivra, notamment avec la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) dont l'accord est entré en vigueur le 1er juillet »

Kamel Rezig, ministre du Commerce et de la Promotion des exportations



Le Courrier
d'Algérie

Quotidien national d'information
Édité par l'Euri Millénum Presse

Siège social :

Maison de la presse Kouba - Alger
R.C. : N° 01 B 00 151 30

Compte bancaire :

BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :

Ahmed TOUMIAT

Administration-publicité :

Tél. / Fax. : 023 70 94 27

Rédaction :

Tél. : 023 70 94 35

023 70 94 22

023 70 94 30

023 70 94 31

Fax. : 023 70 94 26

Composition :

PAO Le Courrier d'Algérie

Publicité-ANEP :

1, Avenue Pasteur-Alger

Tél. : 021 73 76 78

Fax : 021 73 95 59

Impression :

- Centre : SIA

- Est : SIE

- Ouest : SIO

Diffusion : M.P. Diffusion

Nos bureaux régionaux

Tizi Ouzou :

3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine

Tél. / Fax. : 026 20 20 66

Oran :

6, avenue Khedim Mustapha

Tél. / Fax. : 041 39 45 73

Bouira :

Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble Kheerouf - Bouira.

Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles :
lecourrierdalgérie@yahoo.fr
redaction_courrier@yahoo.fr



Dans la journée : Ensoleillé
Vent : 27 km/h
Humidité : 60 %



Dans la nuit : Dégagé
Vent : 24 km/h
Humidité : 83 %

LORS D'UN COLLOQUE ORGANISÉ PAR L'AMBASSADE D'ALGÉRIE À BRUXELLES

Hommage rendu aux amis belges de la Révolution algérienne

Dans le cadre de la célébration du 60e anniversaire de l'indépendance de l'Algérie, l'ambassadeur d'Algérie à Bruxelles, Mohammed Haneche, et le directeur général de l'institut Egmont, Hugues Chantry ont mis en relief les liens historiques entre les peuples algérien et belge, lors d'un colloque organisé par l'ambassade d'Algérie, à Bruxelles.

Forgés au cours de la lutte de libération nationale à travers le mouvement belge de soutien à la cause algérienne, l'ambassadeur Mohammed Haneche a souligné « la coïncidence heureuse entre le 60e anniversaire de l'indépendance et celui de l'établissement des relations diplomatiques entre l'Algérie et la Belgique ». Sous le thème Algérie-Belgique mémoire partagée, le colloque a été organisé par notre ambassade à Bruxelles conjointement avec l'Institut royal des relations internationales Egmont relevant du ministère belge des Affaires étrangères, et a vu la présence d'une centaine de personnalités et experts dont des responsables politiques, des académiciens et des historiens ainsi que des représentants de la communauté nationale algérienne établie en Belgique et au Luxembourg. La rencontre a été ponctuée par lecture du message du ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Laïd Rebiga, adressé notamment aux amis de la Révolution algérienne et aux participants au colloque, dont ses travaux se sont déroulés via trois tables rondes consacrées, à la mémoire partagée entre les deux peuples, à la dimension internationale de la Révolution algérienne et à une projection sur les rela-



tions bilatérales algéro-belges, 60 ans après l'indépendance de l'Algérie. La première table ronde a permis de confronter dans un échange chaleureux et émouvant les contributions de plusieurs historiens spécialisés dans les réseaux de soutien au Front de libération nationale FLN en Belgique et celles de témoins vivants de cette époque, notamment des sympathisants belges à la cause algérienne dont certains ont été détenus en raison de leur soutien à la Révolution algérienne. De ce fait des témoignages ont été faits à cette occasion sur l'engagement militant de nombreux intellectuels et étudiants belges en faveur de l'indépendance de l'Algérie, la seconde table ronde a abordé l'impact de la Révolution algérienne en Europe et au plan international en tant que cause exemplaire pour l'autodétermination ayant pris valeur d'exemple au sein de la communauté internationale. Et pour finir la troisième table ronde consacrée au bilan et à l'avenir des relations entre l'Algérie et la Belgique, celle-ci a été animée conjointe-

ment par l'ambassadeur Mohammed Haneche et le Directeur général des relations bilatérales au ministère belge des Affaires étrangères, Jeroen Cooreman. Il a été question lors de cette table ronde de « la qualité et la fluidité du dialogue et de la coopération » entre les deux pays et mis en lumière le « potentiel considérable » que la coopération bilatérale recèle, en particulier dans les secteurs de l'énergie, des énergies renouvelables, des nouvelles technologies et de l'économie numérique. Enfin, le colloque a été clos par une cérémonie de remise de médailles et de distinctions à des membres des anciens réseaux de soutien au FLN en Belgique et aux amis de la cause nationale ainsi qu'aux membres de familles d'anciens amis de l'Algérie, honorés à titre posthume. C'est l'ambassadeur d'Algérie à Bruxelles, le Directeur général des relations bilatérales au ministère belge des Affaires étrangères et le Directeur général de l'institut Egmont qui ont procédé à la remise de ces médailles et distinctions.

A. Mounir

SOUS-RIRE



CORONAVIRUS

11 nouveaux cas et aucun décès

Onze (11) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19) et 11 guérisons ont été enregistrés, alors qu'aucun décès n'a été déploré ces dernières 24 heures en Algérie, indique dimanche le ministère de la Santé dans un communiqué. Le total des cas confirmés s'établit ainsi à 266.257, celui des décès demeure inchangé (6.875 cas), alors que le nombre total des patients guéris passe à 178.686 cas. Par ailleurs, deux (2) patients sont actuellement en soins intensifs, précise la même source, relevant que 44 wilayas n'ont recensé aucun nouveau cas. Le ministère de la Santé rappelle, par la même occasion, la nécessité de maintenir la vigilance, en respectant les règles d'hygiène, la distanciation physique et le port du masque.

APS

EXPULSION FORCÉE DE PALESTINIENS DE MASAFER YATTA OPÉRÉE PAR ISRAËL L'ONU évoque « un crime de guerre »

Les Nations unies ont averti, jeudi, que l'expulsion forcée des Palestiniens de la région de Masafer Yatta, dans le Sud de la Cisjordanie, est « une grave violation de la quatrième Convention de Genève, et donc considéré comme un crime de guerre ». Une déclaration publiée par le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), expliquait que le droit international humanitaire impose une interdiction absolue du transfert forcé de civils depuis ou à l'intérieur du territoire palestinien occupé. La déclaration souligne que « les expulsions forcées qui entraînent un déplacement, si elles sont appliquées, équivalent à une expulsion forcée, ce qui est une grave violation de la quatrième Convention de Genève, et est donc un crime de guerre ». Il est indiqué également dans le document que « les expulsions continues qui affectent les Palestiniens et l'expansion des colonies pendant 55 ans d'occupation ont changé la réalité sur le terrain et sont incompatibles avec le droit international humanitaire et les résolutions du Conseil de sécurité, qui sont juridiquement contraignantes ». La source indique en outre que « 215 familles palestiniennes, comprenant 1 150 personnes, dont 569 enfants, vivent actuellement dans la région de Masafer Yatta et font face à des menaces de démolition de leurs maisons, ainsi qu'à la violence de colons ». Les communautés de Masafer Yatta ont fait l'objet de plusieurs vagues de démolitions et d'ordres de démolition depuis 1999.

R. I.

IL EST À SON 95E JOUR DE GRÈVE DE LA FAIM

Le détenu palestinien Raed Rayan brave l'arbitraire sioniste

Le détenu palestinien Raed Rayan poursuit sa grève de la faim ouverte pour le 95e jour consécutif, pour réclamer la fin de sa détention administrative arbitraire par l'entité sioniste, ont rapporté hier des médias locaux et étrangers. Le détenu, Rayan, âgé de 27 ans souffre de déshydratation et d'une grave perte de poids, de manque de vitamines et de protéines, malgré cela, l'administration pénitentiaire sioniste a refusé de le transférer dans un hôpital civil, rapporte l'agence de presse palestinienne (Wafa). De son côté, le détenu Khalil Awawda, âgé lui de 40 ans a repris sa grève de la faim pour protester contre l'annulation de sa libération annoncée par les autorités d'occupation sionistes, selon l'agence palestinienne. Un porte-parole de l'Autorité chargée des affaires des prisonniers et ex-prisonniers, Abed Rabbo, a indiqué qu'« Awawda devait être libéré à la fin du mois dernier, mais l'occupation a prolongé sa détention de quatre mois ». Abed Rabbo a averti que « la reprise par le prisonnier de sa grève de la faim après une longue tgrève représente un grand danger pour sa santé, plus grave que la grève continue qu'il a observée ».

R. I.